

AIU

Horizons

Fondée en 1950, l'AIU est une Association mondiale d'établissements d'enseignement supérieur et d'associations d'universités. Elle compte des Membres institutionnels et organisationnels dans plus de 130 pays qui se réunissent pour mettre en place une réflexion et des actions sur des thématiques

communes. L'AIU établit des partenariats avec l'UNESCO et d'autres organisations internationales, régionales et nationales actives dans le domaine de l'enseignement supérieur. Elle met tout en œuvre pour la **création et consolidation d'une communauté mondiale de l'enseignement supérieur.**



EDUCATION SIGNIFICATION
PROGRÈS
POUR TOUS
MAGINER
RÉUSSIR
INSPIRER
DÉCOUVRIR

ACTIVITÉS

Réunion mondiale des Associations (GMA IV), Inde, avril
Première réunion du groupe de travail sur l'Éthique, Inde, avril
Conférence internationale AIU 2011, Kenya, novembre
Enquête AIU/UNESCO sur les libertés académiques
Repenser l'Internationalisation
L'AIU inaugure son nouveau site Internet!

DOSSIER THÉMATIQUE

Enseignement supérieur et Education pour Tous (EPT)

SOMMAIRE

1 ACTIVITÉS DE L'AIU

- 1 Réunion mondiale des Associations (GMA IV), Inde, avril
- 3 Première réunion du groupe de travail sur l'Éthique, Inde, avril
- 4 Conférence internationale AIU 2011, Kenya, Novembre
- 6 Repenser l'Internationalisation
- 7 Enquête AIU/UNESCO sur les libertés académiques

10 L'AIU – COLLABORATION ET RÉSEAUTAGE

14 NOUVELLES DES MEMBRES

15 DOSSIER THÉMATIQUE: ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET ÉDUCATION POUR TOUS

- 15 Enseignement supérieur et éducation pour tous (EPT): le rôle de l'AIU
- 16 Atteindre les objectifs de l'EPT grâce à la recherche transformatrice, par **Norzaini Azman**, Malaisie
- 17 Enseignement supérieur et éducation pour tous (EPT), par **Loise P.W. Gichuhi**, Kenya
- 18 Passer à l'action: Comment les établissements d'enseignement supérieur (EES) peuvent-ils jouer un rôle moteur pour atteindre les objectifs de l'Éducation pour Tous (EPT)?, par **Valencir Maldonado Mendes**, Espagne
- 19 Rôles des établissements d'enseignement supérieur dans le financement de l'éducation de base: enjeux et perspectives, par **Moussa Mbegnouga**, Sénégal
- 20 Opportunités d'enseignement supérieur pour les étudiants handicapés à l'Université de Delhi, par **Neerja Sharma**, Inde
- 21 Nouveau processus d'accès à l'ES pour réduire le nombre d'élèves qui abandonnent leurs études secondaires?, par **Leandro R. Tessler**, Brésil
- 22 Lire à l'école et à l'université, par **Jocelyne Trouillot-Lévy**, Haïti
- 23 Projet de l'AIU sur Enseignement supérieur/Recherche pour l'EPT et les OMD qui y sont liées, par **Isabelle Turmaine** et **Nadja Kymlicka**, AIU

27 NOUVELLES PUBLICATIONS DE L'AIU ET SÉLECTION PARMIS LES PUBLICATIONS REÇUES

31 L'AIU INAUGURE SON NOUVEAU SITE INTERNET!

32 CALENDRIER DES ÉVÉNEMENTS

Les opinions exprimées dans les articles de **AIU Horizons** sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement le point de vue de l'Association internationale des Universités.

LE MOT DE LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE

CE NUMÉRO DE AIU HORIZONS ARRIVERA SUR VOTRE BUREAU au milieu de l'été si vous vivez dans l'hémisphère nord, et au milieu de l'hiver, si vous vivez dans l'hémisphère sud. Cela dit, où que vous soyez, vous êtes sûrement au travail; la longue pause entre deux semestres ayant pris fin pour une grande partie de la communauté de l'enseignement supérieur. Nous espérons que vous aurez le temps de parcourir avec intérêt ce magazine. Nous vous invitons également à consulter notre nouveau site Internet, à en explorer les nouvelles possibilités et à nous faire part de vos commentaires.

Le Dossier thématique de ce numéro offre un aperçu des discussions riches et variées qui s'inscrivent dans le cadre des efforts visant à dépasser les solitudes et les différents clivages qui caractérisent le système éducatif dans la plupart des pays et empêchent les établissements d'enseignement supérieur de jouer pleinement leur rôle dans la réalisation des Objectifs de l'Éducation pour Tous et des Objectifs du Millénaire pour le Développement. L'AIU s'est attachée en particulier à améliorer la compréhension et faciliter les collaborations et une plus grande interaction au sein de la communauté universitaire – enseignants et chercheurs, planificateurs de l'éducation, directeurs d'écoles, responsables locaux et autres parties prenantes représentant les sous-secteurs de l'éducation de base et de l'enseignement secondaire. L'objectif était de renforcer, de démontrer et d'analyser le rôle de l'enseignement supérieur dans ces campagnes internationales en se concentrant sur différents domaines comme la formation des enseignants, la recherche pédagogique, la planification de l'éducation et bien d'autres domaines dans lesquels le travail effectué au sein des universités est essentiel mais souvent négligé par les décideurs. Cet engagement 'relatif' pour ces questions est préoccupant et la communauté de l'enseignement supérieur devrait davantage axer son attention sur ces objectifs pour la simple raison que leur réalisation aura un impact considérable sur la demande d'accès à l'enseignement supérieur. Cette initiative unique de l'AIU, bien qu'envisagée sur le long terme, a déjà généré des résultats positifs à la fois en termes de changements de politique et de réseautage.

Ce numéro présente également les récentes activités de l'AIU, à commencer par des événements organisés par l'Association au Cameroun (atelier sur la collecte des données et la planification stratégique) et en Inde, où l'AIU a organisé la quatrième édition de la Réunion mondiale des Associations en collaboration avec l'Association des universités indiennes.

Les nouvelles initiatives lancées ces dernières semaines sont également présentées, notamment une étude sur les libertés académiques, et une réflexion virtuelle sur l'internationalisation, partie intégrante de notre travail, visant à re-conceptualiser et redessiner les contours de ce concept en collaboration avec un groupe international d'experts. Nous présentons également les nombreuses conférences dans lesquelles l'AIU a été activement représentée au cours du premier semestre.

Quant à l'avenir, nous vous présentons le programme préliminaire de la Conférence internationale 2011 de l'AIU, sur les *Stratégies pour le renforcement de l'équité en matière d'accès et de succès dans l'enseignement supérieur*, l'inscription étant désormais ouverte. Nous espérons vous accueillir nombreux à Nairobi, Kenya, en novembre prochain.

Enfin, je suis heureuse de conclure ce message sur une note très positive et qui concerne directement l'avenir du travail de l'AIU. C'est avec grand plaisir et un sens fort des responsabilités que je vous annonce que la demande de subvention soumise à l'agence suédoise de développement international pour un programme de quatre années incluant celle-ci a été approuvée. L'AIU est très reconnaissante pour ce soutien qui permettra à l'Association de développer significativement une sélection de projets en cours, tels plusieurs de ceux décrits dans ce numéro.

Eva Egron-Polak
Secrétaire générale de l'AIU

CONFÉRENCES ET AUTRES ÉVÉNEMENTS

RÉUNION MONDIALE AIU DES ASSOCIATIONS (GMA IV)

NEW DELHI, INDE, 11-12 AVRIL 2011

Conclusions d'Eva Egron-Polak, Secrétaire générale de l'AIU

L'AIU s'est réjouie d'avoir organisé la quatrième Réunion mondiale des Associations (GMA IV), à New Delhi, Inde, en avril 2011, en partenariat avec l'Association des universités indiennes (AIU) et cinq universités indiennes.

La Réunion mondiale des Associations a rassemblé des associations nationales, régionales et internationales d'universités et offert un cadre de rencontre permettant d'apprendre, de comparer et de partager leurs connaissances, et d'établir des contacts. Les participants à la réunion ont eu un aperçu de l'enseignement supérieur indien et des développements clés survenus dans ce grand pays caractérisé par la diversité, soulignant les défis rencontrés par le système éducatif, un nombre très important de jeunes réclamant une éducation, et notamment un plus grand accès à l'enseignement supérieur.

Le paysage de l'enseignement supérieur indien est presque aussi vaste et complexe que le paysage de l'enseignement supérieur international, avec une différence majeure : il existe une volonté et un engagement sans faille du gouvernement indien de répondre à ces défis de manière hautement stratégique. On constate également un grand dynamisme au niveau du leadership institutionnel, élément qui facilite la réussite. L'AIU s'est appuyée sur des experts de l'enseignement supérieur indien occupant des postes décisionnels dans notre structure de gouvernance. Par exemple, Prof. Deepak Nayyar, ancien Vice-chancelier de l'Université de Delhi et membre de la Commission nationale sur la connaissance, a été Vice-président de l'AIU de 2004 à 2008. Par ailleurs, notre groupe de travail sur l'accès équitable et le succès bénéficie de la contribution d'un expert indien, Prof. Shyam Menon et Prof. Beena Shah, Secrétaire générale, Association des universités indiennes, membre adjoint du Conseil d'Administration de l'AIU, a permis à l'AIU d'organiser cette réunion en Inde.

Le thème de cette 4^e Réunion mondiale des Associations, *L'Internationalisation de l'enseignement supérieur*, a toujours été un thème important pour l'AIU et nous pouvons affirmer sans hésiter que tout le monde s'investit aujourd'hui à nos côtés dans cette problématique. En effet, aucun directeur d'université, responsable politique ou chercheur ne peut ignorer le degré et les multiples façons dont l'internationalisation transforme l'enseignement supérieur.

Les façons de former les étudiants, de conduire des travaux de recherche, de délivrer des diplômes, et de diriger une université dans l'ère actuelle de la mondialisation sont radicalement différentes de la manière dont ces rôles étaient assumés par le passé, même par rapport aux 30-40 dernières années. C'est aujourd'hui la responsabilité des Associations d'universités de suivre et de comprendre ces tendances, et de promouvoir l'internationalisation



En haut : Juan Ramon de la Fuente, Président de l'AIU et Beena Shah, Secrétaire générale, Association des universités indiennes, intervenant lors de la conférence.

En bas : L'AIU et l'Association des universités indiennes allument une bougie ensemble pour indiquer le début de la conférence.

dans le but d'améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et d'évoluer davantage dans un sens positif.

L'AIU prend cette responsabilité au sérieux. L'Association mène régulièrement des enquêtes et diffuse les résultats sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur, et propose également un service de conseil aux universités du monde entier pour les aider dans l'élaboration de leur stratégie d'internationalisation institutionnelle (ISAS – Service de conseil en matière de stratégies d'internationalisation).

Le programme de la 4^e Réunion mondiale des Associations (GMA IV) a retenu deux thèmes spécifiques :

- les conclusions de la 3^e enquête mondiale de l'AIU sur l'internationalisation, présentées dans le rapport de l'enquête intitulée *Internationalization of Higher Education: Global Trends, Regional Perspectives* ;
- le rôle que peuvent jouer les Associations individuellement et collectivement, en tant qu'acteurs clés du processus.

Les deux premières séances plénières ont abordé les questions liées à la **mobilité et aux obstacles**, incluant notamment la reconnaissance des diplômes dans le cadre de l'internationalisation. La troisième séance plénière a examiné **l'avenir potentiel de ce phénomène**, et **les considérations que doivent garder à l'esprit** les pays hôtes ou les pays d'origine potentiels à l'égard des étudiants mobiles sur le plan international. La dernière séance plénière a porté sur le **rôle de leadership que**

peuvent et doivent jouer à l'avenir les Associations dans le programme d'internationalisation de l'enseignement supérieur, et sur la manière de faire progresser cette question.

Le programme de la conférence comprenait également un certain nombre de sessions parallèles, au cours desquelles les participants étaient invités à réexaminer certains éléments fondamentaux de l'internationalisation, son objectif, comment ce processus s'intègre aux réformes globales de l'enseignement supérieur, dans quelle mesure l'internationalisation a une incidence positive sur les changements en cours et quand, le cas échéant, ce processus pourrait avoir des conséquences négatives.

Comme détaillé lors de la conférence, l'internationalisation est comprise et perçue différemment dans les différentes régions du monde. Les participants ont appris que l'internationalisation était décrite comme un « instrument de survie », un « outil stratégique », un « moyen de garantir la qualité », mais aussi en des termes plus traditionnels comme par exemple l'« éducation des citoyens du monde ». Par ailleurs, nous avons également appris que l'internationalisation était en réalité souvent considérée comme une industrie et qu'elle pouvait être à ce titre assez préjudiciable. Les risques et les impacts négatifs de ce processus doivent être pris en compte, reconnus, et combattus, et certaines des hypothèses sur lesquelles sont fondées le processus d'internationalisation, tel qu'il évolue aujourd'hui, doivent être sérieusement remises en question au lieu de considérer les avantages de ce processus comme acquis.

Des questions commencent à être soulevées en ce qui concerne la perception « traditionnelle » de ce processus et beaucoup d'organisations aux côtés de l'AIU appellent à une refonte ou une re-conceptualisation de l'internationalisation. A une époque où l'internationalisation (quelle qu'en soit la définition) devient de plus en plus importante pour les établissements et les gouvernements, il devient impératif de procéder à la re-conceptualisation ou au réexamen des éléments fondamentaux du processus.

A cet égard, le Conseil d'Administration de l'AIU s'est réjoui de constater que les participants avaient souligné cette problématique, tout en notant que les Réunions mondiales des Associations servent également de passerelle permettant d'établir un dialogue avec des associations plus spécialisées, comme l'EAlE, l'AIEA ou le BCEI, qui concentrent plus spécifiquement leur travail sur l'internationalisation. Ce dialogue doit se poursuivre et nous aider à redéfinir l'internationalisation – non pas pour proposer une définition plus élégante, mais comme élément central permettant d'orienter nos actions aux niveaux institutionnels.

Il est de nouveau clairement ressorti que nous devons mettre davantage l'accent sur les raisons pour lesquelles les établissements d'enseignement supérieur s'internationalisent. Il ne s'agit pas d'une fin en soi ; ce processus doit entraîner des améliorations dans tous les aspects liés à l'enseignement supérieur, et notamment participer potentiellement à son expansion. Un enseignement supérieur de meilleure qualité a un plus grand dessein – améliorer des vies – aux niveaux local et international.

L'internationalisation doit contribuer à combler les lacunes, à accroître le respect et l'appréciation entre les individus, à promouvoir le dialogue interculturel, à élargir les opportunités et repousser les frontières de la connaissance mais d'une façon qui ne soit pas préjudiciable aux niveaux local et international, aujourd'hui ou à l'avenir. C'est également pour cette raison



Jacky Lumarque, Recteur de l'Université de Quisqueya (Haïti) et Éva Egron-Polak, Secrétaire-générale de l'AIU, lors de la session dédiée à Haïti lors de la GMA IV.

qu'il s'est révélé très pertinent d'inclure dans le programme de conférence une **session** axée sur le **système d'enseignement supérieur haïtien**. L'internationalisation signifie également, comme l'a fait remarquer un des participants originaire d'Afrique : « lorsque notre doigt nous fait mal, c'est tout notre corps qui souffre ». Lorsque certains systèmes d'enseignement supérieur connaissent des difficultés, la communauté académique internationale se doit de réagir.

Afin de pleinement intégrer ces opinions à notre travail, *la définition de l'internationalisation que nous adoptons doit intégrer des déclarations claires et articulées en ce qui concerne ces objectifs. Elle doit intégrer clairement les valeurs que nous défendons à mesure que nous nous engageons sur la voie de l'internationalisation. Nous devons peut-être être moins neutres et oser être plus directs à cet égard, ou du moins être prêts à définir certaines lignes directrices.*

L'AIU voudrait dire ici à quel point nous avons apprécié les contributions de l'ensemble des participants à la 4^e Réunion mondiale des Associations (GMA IV) – les intervenants, les modérateurs, les participants et tous ceux qui ont soulevé des questions et lancé des débats.

Nous souhaiterions remercier plus particulièrement Prof. Chande, Vice-chancelier, Université Kavikulguru Kalidas Sanskrit Vishwavidyalya, et Président de l'Association des universités indiennes (AIU), Prof. Beena Shah, Secrétaire générale de l'AIU, et les Vice-chanceliers de toutes les **universités partenaires** qui ont permis de concrétiser l'organisation de cette réunion importante: Prof. Tiwari, Directeur de l'Indian Institute of Information Technology (IIIT), Prof. Arora, Vice-chancelier, Université technique Punjab, Prof. Gajbhiye, Vice-chancelier, Université Dr. Hari Singh Gour, Prof. Darlando Thanmi Khathing, Vice-chancelier, Université centrale de Jharkhand, et Prof. Sathyanarayanan, Vice-chancelier, Université SRM.

A l'avenir, nous espérons pouvoir compter sur une participation constructive continue de tous les participants, et les encourageons d'abord, ainsi que le secteur de l'enseignement supérieur international plus généralement, à se familiariser davantage avec ce qui existe déjà dans le domaine des déclarations, des directives et des codes sur l'internationalisation, de façon à pouvoir, en étant unis, s'appuyer sur les réalisations passées et ne pas réinventer la roue.

Le programme de la conférence et les autres documents s'y rapportant sont actuellement disponibles sur le site Internet de l'AIU (www.iau-iu.net/conferences/India/pdf/Programme_GMAIV.pdf).

La prochaine Réunion mondiale des Associations, la cinquième du nom (GMA V), aura lieu en 2013.



1^{ÈRE} RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL AIU-MCO SUR L'ÉTHIQUE DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR NEW DELHI, 13 AVRIL 2011

La première réunion du Groupe de travail conjoint a été organisée parallèlement la 4^{ème} Réunion mondiale des Associations de l'AIU en Inde. Les membres suivants y ont participé : le Vice-président de l'AIU, Pier Ugo Calzolari (Université de Bologne, Italie), Président du Groupe de travail, Cliff Tagoe (Université du Ghana), Inga Zalieniene (Université Mykolas Romeris, Lituanie). Abdul Razak Dzulkifli (Université Sains Malaysia) Vice-président de l'AIU a également participé à la réunion. Juan Ramon de la Fuente (Mexique), Président de l'AIU et Molly Broad (ACE, Etats-Unis), Vice-présidente de l'AIU ont également rejoint le groupe pour la première partie de la discussion. Malheureusement, d'autres membres du groupe de travail, Agneta Bladh (Suède), Luis Miguel Romero Fernandez (Equateur/Espagne), Ustun Erguder, Président de l'Observatoire de la Magna Charta (MCO) et Andrei Marga, Membre du Conseil d'Administration du MCO (Roumanie), n'ont pas pu assister à la réunion.

Le groupe a été créé comme groupe de suivi de la Conférence internationale 2010 de l'AIU à l'Université Mykolas Romeris à Vilnius, et cette première réunion a servi à confirmer les objectifs et la nature du document que le groupe produira. Suite à la révision de la première version, le Groupe de travail a convenu de se concentrer sur l'élaboration de **lignes directrices** pour un code d'éthique institutionnel dans l'enseignement supérieur. Plutôt qu'un code d'éthique international, voué à être probablement trop normatif pour être adopté dans différents contextes à travers le monde, l'objectif est de fournir un ensemble de lignes directrices aux établissements qu'ils

utiliseront pour développer et adopter leur propre code institutionnel. L'AIU produira une première ébauche de ces lignes directrices qui sera scrupuleusement examinée lors de la réunion du groupe de travail à Paris le 3 octobre. Les lignes directrices finales doivent être soumises pour adoption par la Conférence générale de l'AIU en 2012, après une période de consultation plus large qui aura lieu au début de l'année 2012.

NOUVEAU

PRIX AIU – PALGRAVE EN RECHERCHE SUR LES POLITIQUES UNIVERSITAIRES

Thème de la Compétition 2012 :
«L'enseignement supérieur et l'Agenda global»

C'est grâce à, et en partenariat avec Palgrave Macmillan Ltd., éditeur des publications de recherche et de référence de l'Association, que l'AIU est heureuse d'annoncer l'édition 2012 du prix de l'essai pour la recherche en politique d'enseignement supérieur. Le but de ce prix est de promouvoir la recherche dans le domaine des politiques en enseignement supérieur en primant un essai remarquable d'un chercheur d'une université ou organisation membre de l'AIU.

Le thème du prix 2012 est : *Enseignement supérieur et l'Agenda global* qui est lié au thème même de la **14^e Conférence générale de l'AIU** qui sera accueillie par le **Interamerican University of Puerto Rico, San Juan, Puerto Rico, Etats-Unis, du 12 au 16 novembre 2012**. Plus d'information seront disponibles sur le site prochainement.

Contact : Nicholas Poulton, AIU, hep@iau-aiu.net

ÉVÉNEMENTS CO-SPONSORISÉS PAR L'AIU

Reimagining Democratic Societies; A New Era of Personal and Social Responsibility?

Université d'Oslo, Norvège, 27-29 juin, 2011

Cette Conférence est organisée par le Conseil de l'Europe, le US Steering Committee of the International Consortium for Higher Education, Civic Responsibility and Democracy, l'Université d'Oslo et le centre européen Wergeland avec le soutien de l'AIU. Elle débattera de la manière dont les universités pensent contribuer à une nouvelle réflexion en vue de créer des sociétés plus démocratiques. Elle marquera également le 200^e anniversaire de l'Université d'Oslo.

www.amiando.com/democratic.html

International Higher Education Collaboration Empowering Societies in an Era of Transformation – CONAHEC's 14th North American Higher Education Conference on

Puebla, Mexique, 12-14 octobre 2011

Cette Conférence aborde la manière dont les établissements d'enseignement supérieur peuvent mutualiser leurs forces

et ressources et améliorer la collaboration internationale afin de mieux équiper les sociétés afin de faire face de façon plus efficaces aux défis de l'avenir. Cette conférence abordera aussi plus spécifiquement la question de la collaboration avec et entre les EES et les organisations en Amérique latine et dans la région des caraïbes. www.conahec.org/

GHEF 2011 – Global Higher Education: Reflection on the Past, Designing Sustainable Futures

13-15 décembre 2011, University Sains Malaysia (USM), Penang, Malaisie

Ce Forum est organisé conjointement avec le Ministère de l'Enseignement supérieur de la Malaisie, l'USM et la World Futures Studies Federation; elle est soutenue en particulier par l'AIU. GHEF a lieu tous les deux ans depuis 2007. GHEF 2011 passera en revue les thèmes, développements et défis de l'enseignement supérieur depuis 2007 et débattera de l'avenir de l'enseignement supérieur.

www.gheforum.usm.my



CONFÉRENCE INTERNATIONALE 2011 DE L'AIU – STRATÉGIES POUR LE RENFORCEMENT DE L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'ACCÈS ET DE SUCCÈS DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

➤➤➤ RÉSERVEZ VOS DATES : 16-18 NOVEMBRE, NAIROBI, KENYA

La planification de la Conférence internationale 2011 de l'AIU, organisée par l'Université Kenyatta, Nairobi, Kenya en novembre, est désormais en cours.

Le thème de la conférence est conforme à la **Déclaration de principes de l'AIU** sur *l'Accès équitable, le succès et la qualité dans l'enseignement supérieur*, adoptée lors de la Conférence générale de l'AIU à Utrecht, Pays-Bas en 2008. Elle a été choisie afin d'offrir aux responsables de l'enseignement supérieur l'opportunité de participer activement à une réflexion globale sur les stratégies qui devraient être élaborées afin de garantir un accès équitable accru à l'enseignement supérieur et garantir le meilleur succès possible aux étudiants inscrits.

Une bonne éducation pour l'ensemble des citoyens est à la base de l'équité sociale, de la cohésion et d'une participation réussie dans l'économie mondiale du savoir. Ainsi, les pays se sont, pour la plupart, fixés des objectifs pour accroître le pourcentage de la population poursuivant des études supérieures et/ou pour élargir l'accès à l'enseignement supérieur pour ceux qui sont sous-représentés du fait de leur statut socio-économique, leur race, leur ethnie, leur religion, leur âge, leur genre, leur handicap ou leur situation géographique. Ainsi commence le préambule de la Déclaration de principes 2008 de l'AIU intitulée « Accès équitable, succès et qualité dans l'enseignement supérieur. »

L'AIU invite tous les responsables de l'enseignement supérieur à venir participer à cette conférence importante pour passer du stade de la déclaration à celui de l'action, et discuter du plan d'action de l'Association et de ses nouveaux services dans ce domaine.

La Conférence internationale 2011 de l'Association internationale des universités, qui sera organisée par l'Université Kenyatta à Nairobi, Kenya, examinera comment les politiques et programmes gouvernementaux et institutionnels à travers le monde cherchent à répondre au besoin d'accroître l'accès équitable et la réussite dans l'enseignement supérieur et dans quelle mesure ils y parviennent. Les objectifs sont clairs et faciles à énoncer. Atteindre les objectifs est une tâche bien plus complexe et requiert une définition claire, un engagement commun, des ressources et une expertise adéquates, et du temps.

Les participants à la Conférence internationale 2011 de l'AIU auront l'opportunité de découvrir et de discuter des politiques gouvernementales et institutionnelles visant à élargir et accroître les taux de participation dans l'enseignement supérieur. **L'accent sera mis sur les considérations politiques**, notamment sur les définitions du succès, les liens entre les choix des études supérieures et les besoins des sociétés, les raisons pour lesquelles la notion de participation plus large est si souvent opposée à la notion de qualité de l'éducation. **Nous soulignerons également les mesures pratiques requises et entreprises par les établissements d'enseignement supérieur** dans des domaines tels que: *les services d'aide à la communauté, les processus innovants d'évaluation des acquis de l'expérience, les*

modes alternatifs d'administration et d'admission et, bien sûr, le tutorat et les programmes s'y rapportant afin de garantir de hauts niveaux de rétention et de succès. En outre, au fur et à mesure que la massification de l'enseignement supérieur augmente et que le niveau d'éducation continue de croître, dans quelle mesure les notions d'accès et de succès touchent-elles chaque niveau d'enseignement supérieur? et les Ressources éducatives libres (REL) peuvent-elles offrir une réponse durable?

Le contexte économique, historique et culturel qui sous-tend les politiques d'enseignement supérieur est d'une importance capitale dans ce domaine. Les questions liées à la répartition démographique de la population en termes d'ethnicité, de langues, de race et d'âge sont également un élément central permettant d'élaborer des stratégies en faveur de l'accès équitable et du succès. Par ailleurs, atteindre les objectifs d'équité en termes d'accès et de succès requiert la pleine participation de tous les acteurs de l'enseignement supérieur – direction, membres du corps enseignant, personnel et étudiants. Ainsi, des intervenants et des animateurs seront soigneusement identifiés pour garantir une large représentation et expertise.

En dernier lieu, en s'appuyant sur la Déclaration de principes de l'AIU et le projet pilote sur l'accès et le succès, la conférence servira également à lancer le plan d'action de l'Association et les nouveaux services dans ce domaine politique.

➤➤➤ APPEL À COMMUNICATIONS – CONFÉRENCE INTERNATIONALE AIU 2011

L'Association internationale des Universités (AIU) est heureuse d'initier un appel à communications qui seront présentées lors de la conférence 2011 de l'Association qui abordera la question des **Stratégies pour le renforcement de l'équité en matière d'accès et de succès dans l'enseignement supérieur**. Comme exposé dans sa déclaration de principes intitulée **Accès équitable, succès et qualité dans l'enseignement supérieur**, l'Association s'engage à promouvoir le double objectif d'accès équitable à et de participation réussie dans l'enseignement supérieur (ES) pour l'ensemble de la société, indépendamment de la race, de l'ethnie, du genre, de la situation socio-économique, de l'âge, de la langue, de la religion, de la situation géographique ou du handicap. L'AIU est convaincue qu'un accès équitable à une éducation de qualité contribue de manière significative au développement des ressources humaines nationales, encourage la justice et la cohésion sociales, améliore le développement personnel et les chances de trouver un emploi et, d'une façon générale, facilite le développement durable. Les établissements d'enseignement supérieur mettent en place différentes approches afin d'atteindre ces objectifs.

L'appel à communications vise des articles se concentrant

PROGRAMME PRÉLIMINAIRE

MERCREDI 16 NOVEMBRE 2011

18:00	Accueil Présentation de l'AIU et de l'Université Kenyatta Présentation de l'enseignement supérieur au Kenya
-------	---

JEUDI 17 NOVEMBRE 2011

10:00	Cérémonie inaugurale Bienvenue et ouverture Olive Mugenda, <i>Vice-chancelière, Université Kenyatta, Nairobi, Kenya</i> Juan Ramón de la Fuente, <i>Président, Association internationale des Universités</i>
11:00	Allocutions d'ouverture Accès équitable et succès dans l'enseignement supérieur : un impératif mondial
14:30	Séance plénière I – Politiques, stratégies et programmes des gouvernements
16:30	Séance plénière II – Politiques et stratégies institutionnelles

VENDREDI 18 NOVEMBRE 2011

09:30	SESSIONS PARALLÈLES I		
	I.1 Soutien et admission en vue du renforcement de l'équité	I.2 Modes alternatifs d'accès à l'ES (apprentissage à distance, REL, E-learning, LLL, etc.)	I.3 Financer un accès et un succès équitables*
11:30	SESSIONS PARALLÈLES II		
	II.1 Services de soutien (services de soutien académique et social pour une meilleure rétention)	II.2 Définition des objectifs institutionnels, suivi et évaluation de l'équité en matière d'accès et de succès*	II.3 Acteurs clés pour le renforcement de l'équité en matière d'accès et de succès : rôle du corps enseignant, du personnel et des étudiants
14:30	Table ronde Compétitivité (individuelle, institutionnelle, nationale et internationale) et impact sur l'équité en matière d'accès et de succès dans l'enseignement supérieur		
16:30	Séance plénière de clôture sur les stratégies actuelles et futures		

(*) Les deux sessions suivis d'un * font l'objet d'un appel à communications, voir ci-dessous.

sur l'un des deux aspects spécifiques du thème général de la conférence :

Financer l'équité en matière d'accès et de succès

Les articles pourront, entre autres, se concentrer sur : des études comparatives de plans de financement de l'équité ; l'analyse de plans de financement innovants (tant au niveau institutionnel qu'au niveau gouvernemental) qui améliorent équitablement l'accès des étudiants à l'ES ou fournissent un soutien aux services aux étudiants ; des partenariats public-privé visant le financement d'une participation élargie ; etc.

Définition des objectifs institutionnels, suivi et évaluation de l'équité en matière d'accès et de succès

Les articles pourront, entre autres, se concentrer sur : l'analyse de la manière selon laquelle les différentes parties prenantes institutionnelles contribuent à la définition des objectifs, développements stratégiques et suivis en terme d'accès et de succès ; des études de cas d'approches institutionnelles visant le suivi et l'évaluation des programmes mis en place afin d'accroître la participation des étudiants et leur rétention ; la présentation d'outils d'évaluation innovants en matière de suivi de la progression des étudiants ; etc.

L'AIU souhaite mobiliser les responsables politiques, les praticiens, le corps enseignant, les chercheurs et les étudiants qui portent

une attention particulière à ces deux sujets et qui illustreront concrètement les efforts des établissements d'enseignement supérieur dans ces domaines. Les articles devront proposer une analyse critique des approches qui auront réussi ou échoué et pourquoi, devront exposer ce qui rend certaines politiques efficaces et, s'ils présentent des exemples de bonnes pratiques, indiquer comment ces dernières peuvent être généralisées ou améliorées.

Les résumés (en français ou en anglais) devront être proposés accompagnés :

1. du titre de l'article ;
2. de la mention expresse du sous-thème auquel l'article réfère ;
3. d'une brève présentation du/des auteur(s) (100-150 mots) ;
4. enfin, la longueur du résumé devra être comprise entre 300 et 500 mots.

Délais : voir le site Internet de l'AIU

Merci de faire parvenir vos documents à iau@iau-aiu.net

L'AIU prendra en charge les frais d'inscription de ceux qui présenteront les résumés sélectionnés (sous réserve de la réception de l'intégralité de l'article), et les meilleurs articles seront proposés à l'éditeur de la revue de l'AIU, *Higher Education Policy* (HEP), à qui il appartiendra de décider de leur publication.

SERVICE DE CONSEIL EN MATIÈRE DE STRATÉGIES D'INTERNATIONALISATION (ISAS) : L'EXPERTISE DE L'AIU SOLLICITÉE PAR DES MEMBRES EN LITUANIE ET AU KENYA



Des progrès ont été réalisés en ce qui concerne les deux projets ISAS actuellement en cours à l'**Université Mykolas Romeris (MRU)**, Lituanie, et à la **Moi University (MU)**, Kenya.

MRU : Comme détaillé dans les précédents numéros de AIU Horizons, Dr. Madeleine Green a déjà effectué une première visite fructueuse à la MRU ; le projet est bien avancé.

MU : Dr. Madeleine Green, Consultante sénior de l'AIU, a récemment effectué une visite à la Moi University, lors de laquelle elle a rencontré des membres du Comité ISAS au sein de l'Université. La visite complète avec le Panel d'experts de l'AIU doit avoir lieu à la Moi University en novembre 2011 et sera suivie d'un atelier organisé à l'Université Kenyatta, juste avant la Conférence internationale 2011 de l'AIU.

L'AIU invite d'autres universités à manifester leur intérêt, et est en contact régulier avec plusieurs universités qui ont manifesté un intérêt pour l'ISAS. Par ailleurs, si vous êtes souhaites rejoindre la liste d'experts de l'AIU choisis parmi les membres du Panel ISAS, veuillez compléter le formulaire disponible sur le site Internet de l'AIU : www.iau-aiu.net/content/what-isas

Contact : madeleinefgreen@gmail.com et r.hudson@iau-aiu.net

ATELIER CONJOINT AIU / RÉSEAU AFRICAIN POUR L'INTERNATIONALISATION DE L'ÉDUCATION (ANIE) : DÉVELOPPER DES STRATÉGIES INSTITUTIONNELLES POUR L'INTERNATIONALISATION



**UNIVERSITÉ KENYATTA, NAIROBI, KENYA,
16 NOVEMBRE 2011**

Cet atelier interactif d'une journée vise à offrir aux **hauts responsables des EES africains** l'opportunité de partager des informations et des idées sur la manière de profiter au maximum des possibilités liées à l'internationalisation, de surmonter ses difficultés et de tirer le meilleur parti des stratégies institutionnelles d'internationalisation. L'atelier sera facilité par plusieurs experts en internationalisation originaires d'Afrique, d'Europe et d'Amérique du Nord, s'appuiera sur les résultats de la 3^e enquête mondiale de l'AIU et se servira du Projet ISAS entrepris à la Moi University comme étude de cas.

L'atelier est en partie rendu possible grâce aux fonds octroyés à l'AIU par le Programme de participation de l'UNESCO.

Plus d'informations ainsi que les modalités d'inscription seront disponibles sur le site Internet de l'AIU dans les prochaines semaines.

Contact : Ross Hudson, Chargé de Programmes à l'AIU, r.hudson@iau-aiu.net ou James jowiotieno@yaho.com

INTERNATIONALISATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR : WEBINAIRE AIU/BCEI



Le séminaire en ligne conjoint Bureau canadien de l'éducation internationale (BCEI)-AIU, intitulé *Principales tendances de l'éducation internationale dans les Amériques* a constitué la première incursion de l'AIU dans le domaine des conférences virtuelles. Deux sessions ont été organisées – le 18 mars (en anglais) et le 31 mars (en français). Dirigées par Eva Egron-Polak, Secrétaire générale de l'AIU, ces sessions en ligne ont présenté et analysé les résultats de la 3^e enquête mondiale de l'AIU sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur publiée en septembre 2010. Chaque présentation a été suivie d'une discussion sur les questions soulevées du point de vue nord-américain et d'autres perspectives régionales particulièrement importantes pour l'avenir de la coopération internationale.

REPENSER L'INTERNATIONALISATION – L'AIU CRÉE UN GROUPE D'EXPERTS AD HOC

Fortement encouragée par les participants à la GMA et conformément aux résultats de la 3^e enquête mondiale sur l'internationalisation, l'AIU a invité plusieurs experts du monde entier à entamer une discussion relativement informelle sur le besoin de réexaminer le concept d'internationalisation, ce qu'il signifie et son impact sur plusieurs établissements dans différentes régions du monde. Le Groupe d'experts mettra en commun des points de vue de toutes les régions du monde pour :

- Evaluer dans quelle mesure les actions en faveur de l'internationalisation sont en adéquation avec l'aspect conceptuel,
- Examiner d'un œil critique les causes des critiques croissantes à l'égard du concept,
- Discuter des solutions possibles pour répondre à ces préoccupations.

Le groupe se réunira « virtuellement » pendant les mois d'été et trouvera, nous l'espérons, des solutions pour élaborer une stratégie en vue de repositionner/réinventer l'internationalisation en tant que processus essentiel pour une transformation de l'enseignement supérieur.

PROJETS SPÉCIAUX

► L'AIU ET L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR AU SERVICE DE L'ÉDUCATION POUR TOUS (EPT)

L'AIU a achevé avec succès la phase 1 du projet Renforcer les liens pour une éducation de qualité: l'enseignement supérieur et la recherche au service de l'EPT et des OMD. Ce qui apparaissait en 2005 comme un modeste projet pilote est devenu l'une des activités clés de l'AIU, mis en œuvre grâce à la récente subvention triennale allouée par l'Agence de développement suédoise Sida. La phase initiale s'est conclue par une Conférence internationale stimulante qui a eu lieu à Paris, en décembre dernier. Pour de plus amples informations sur le projet, veuillez consulter le *Dossier thématique* proposé en pages 15 à 25, dans ce numéro.

Contacts: Isabelle Turmaine (i.turmaine@iau-aiu.net) et Nadja Kymlicka (n.kymlicka@iau-aiu.net).



Les participants à la Conférence pour l'Innovation de l'AIU concernant l'enseignement supérieur/la recherche et l'EPT/les OMD associés, Paris (France)

► PROGRAMMES DE DOCTORAT EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Dans le cadre du projet de l'AIU sur *Le changement de nature des programmes de doctorat en Afrique subsaharienne*, l'AIU s'est associée à l'**Université de Douala, Cameroun** et à l'**Université d'Ottawa, Canada** et a organisé un séminaire sur la **collecte et la gestion des données relatives aux programmes de doctorat** à l'Université de Douala, Cameroun, du **28 au 31 mars 2011**. Le séminaire a rassemblé 50 représentants d'universités d'Etat du Cameroun. Les collègues canadiens ont présenté les mécanismes de collecte de données utilisés par l'Université d'Ottawa pour la gestion de leurs programmes de doctorat, et chaque université



Les participants au Séminaire de Douala en mars.

du Cameroun a présenté la manière dont les programmes de doctorat sont organisés et la manière dont les réformes sont envisagées ou en cours.

L'Université de Douala a participé au projet de l'AIU ci-dessus mentionné sur les programmes de doctorat. Toutes les autres universités prévoient également d'effectuer une auto-évaluation de leurs programmes de doctorat en utilisant l'outil développé par l'AIU, et de présenter leurs conclusions et recommandations dans l'optique de futures réformes lors de la Conférence des recteurs camerounais.

Contact: Dr H. vantland (h.vantland@iau-aiu.net).

► L'AIU RÉALISE UNE ÉTUDE SUR LES LIBERTÉS ACADÉMIQUES POUR L'UNESCO

La Recommandation de 1997 de l'UNESCO concernant le statut du personnel enseignant de l'enseignement supérieur est le catalyseur de l'étude actuelle sur les libertés académiques commandée par l'UNESCO à l'AIU. Cet été, l'AIU interrogera ses établissements membres pour déterminer leur degré de familiarité avec cette Recommandation et plus généralement avec la protection des libertés académiques. En parallèle, l'AIU a adressé une lettre aux Etats Membres de l'UNESCO et invité l'Internationale de l'éducation à aider les membres du corps enseignant à obtenir toutes sortes d'informations. La portée de cette étude est modeste mais aidera l'UNESCO à remplir son engagement concernant l'établissement d'un rapport sur la mise en œuvre de cette Recommandation. L'étude renforcera la visibilité de cette Recommandation, liée, du moins en principe, à la déclaration de principes de 1998 de l'AIU sur les libertés académiques, l'autonomie des universités et la responsabilité sociale.

(www.iau-aiu.net/sites/all/files/Academic_Freedom_Policy_Statement.pdf).

Contact: Ross Hudson (r.hudson@iau-aiu.net)

► LEADHER

Depuis son lancement en 2007, le programme LEADHER a permis à plus de 40 Membres institutionnels de l'AIU d'effectuer des visites d'apprentissage et de mener des projets de collaboration au niveau international. Suite à l'octroi de bourses, la coopération interinstitutionnelle s'est accrue et a souvent entraîné une collaboration plus durable dans le cadre de nouveaux protocoles d'accord. Parmi ces collaborations, de nouveaux programmes d'échanges d'étudiants et de nouveaux programmes de mobilité des étudiants ont été mis en place, des projets de recherche conjointe ont été lancés et des bourses de recherche collaborative ont été créées. Le développement de diplômes conjoints (au niveau des 1^{er}, 2^e et 3^e cycles) a même été initié, en utilisant le programme LEADHER comme force mobilisatrice.

L'objectif du programme LEADHER a été de jouer le rôle de catalyseur pour des partenariats de collaboration de plus grande ampleur visant à améliorer la gestion institutionnelle ou les programmes à travers le partage de pratiques et d'approches. Plusieurs initiatives introduites par le programme LEADHER ont permis de garantir le financement additionnel des principaux organismes donateurs. Le Secrétariat de l'AIU recueille actuellement des informations sur les précédents projets LEADHER et leurs principaux résultats en vue de préparer le lancement de la prochaine phase. Pour de plus amples informations, veuillez contacter Isabelle Devylder (i.devylder@iau-aiu.net). Davantage d'informations concernant les futurs concours LEADHER seront disponibles sur le site de l'AIU en septembre.

ASSURANCE QUALITÉ ET DÉVELOPPEMENT DURABLE EN SYRIE ET AU SOUDAN

L'Université d'Al Zaeim Al Azhari (AAU-Soudan) et l'Université d'Alep (AU-Syrie) ont présenté un projet LEADHER dans deux domaines; le premier dans le domaine des mesures internes d'assurance qualité appliquées aux programmes académiques, et le second dans le domaine de l'écologisation des campus et des programmes intégrant des pratiques de développement durable.

L'Université d'Al Zaeim Al Azhari cherchait à développer un système interne d'assurance qualité fiable garantissant que des décisions appropriées soient prises pour promouvoir les programmes académiques, encourager l'innovation, améliorer l'enseignement, la recherche et la qualité culturelle et organisationnelle. Ce système devait également servir à accroître la responsabilité et la transparence des programmes académiques. Parallèlement, l'université souhaitait échanger des idées et des expériences sur les meilleures pratiques en matière de gestion durable, de campus et de programmes, et développer un cadre conjoint théorique et opérationnel permettant d'introduire les concepts de durabilité, de gestion durable des campus, et d'écologisation des campus et des programmes. L'établissement cherchait à initier une coopération sur ces pratiques institutionnelles avec une université évoluant dans des conditions similaires. L'Université d'Alep cherchait de son côté à trouver un meilleur équilibre entre le Bureau international du Travail (BIT) et les besoins des marchés.



Les participants des conférences de Porto et de Maputo se réunissent dans le cadre du projet «NAME for Health».

A la suite de deux visites d'apprentissage fructueuses, un protocole d'accord a été signé entre les universités pour encourager la coopération académique et ouvrir la voie à une future collaboration sur l'échange d'étudiants et de membres du corps enseignant et du personnel, le développement de programmes de formation; la recherche conjointe et les activités de conseil; l'échange de matériel académique et d'autres informations ainsi que des programmes et des projets académiques spécifiques à court terme.

Le comité permanent de l'AAU-Soudan sur l'assurance qualité et l'accréditation a été modernisé pour devenir un centre couvrant un éventail plus large de responsabilités. La décision a été prise suite à la visite d'apprentissage effectuée à l'AU-Syrie. Les deux centres ont accepté de partager leurs expériences et d'établir des contacts, ce qui donnera lieu à un échange d'examineurs et d'évaluateurs externes pour l'ensemble des programmes académiques. Le 1^{er} mars 2011, trois membres du corps enseignant d'Al Zaeim Al Azhari-Soudan ont rejoint l'Université d'Alep dans le cadre de leur programme de doctorat.

Les deux universités ont convenu de l'importance d'intégrer les concepts de durabilité au curriculum. Des mesures ont été prises pour revoir les programmes d'études et réformer l'environnement des campus dans le cadre des activités de réforme. Pour plus d'informations, veuillez contacter: Dr. Ashraf Izzeldin Abdalla Shegedi, Université d'Al Zaeim Al Azhari (shegedi@yahoo.com) & Dr. Mohamed Adel Jawad, Université d'Alep (ad-jawad@scs-net.org).

MISE EN RÉSEAU POUR UNE MEILLEURE FORMATION MÉDICALE ET PRATIQUE CLINIQUE: LE PROJET «NAME FOR HEALTH»

La Faculté de Médecine de l'Université de Porto (FMUP), Portugal, et la Faculté de Médecine de l'Université Eduardo Mondlane (FNUEM), Maputo, Mozambique, ont conjointement présenté un programme LEADHER pour continuer à développer un partenariat existant visant à améliorer la santé de la population à travers la formation médicale. Ce partenariat consiste à améliorer les compétences académiques et l'expertise clinique dans des domaines de santé prioritaires (soins maternels et infantiles et maladies infectieuses) liés aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

La FMUP a mis en place un « programme de développement du corps enseignant » ciblé sur de nouveaux enjeux pédagogiques, de nouvelles techniques d'enseignement et d'autres thèmes tels que les méthodes d'évaluation. Ce programme permet la restructuration des activités de manière innovante par les établissements participants.

Le projet LEADHER avait initialement prévu deux visites d'apprentissage dans l'optique de promouvoir une plus grande qualité dans la formation médicale, ce qui améliorerait le développement des compétences du personnel et renforcerait les capacités des enseignants pour répondre et s'adapter aux situations éducatives. La FNUEM était sur le point de réformer son programme quand le projet a été soumis, privilégiant la méthode d'apprentissage basée sur le problème au détriment des méthodes traditionnelles d'enseignement-apprentissage, et il a été important de doter les enseignants d'outils d'apprentissage nouveaux et différents ainsi que de nouvelles stratégies afin de faciliter notamment leur adaptation aux nouvelles technologies.

Dans ce contexte, participer au programme de développement du corps enseignant est tombé à point nommé lors de cette période de changement au sein de l'établissement partenaire. Le programme de développement du personnel a également permis au personnel

non-enseignant d'améliorer ses compétences en communication et en gestion, deux des domaines les plus difficiles indiqués par les membres du personnel aux membres de la direction de la FNUEM. Le manque de ressources humaines dans cet établissement les oblige à remplir des tâches multiples et diverses afin d'atteindre les objectifs de l'établissement. Cette formation spécifique leur a donné les moyens d'aider le corps enseignant à proposer une formation médicale de plus grande qualité.

Grâce à une interaction continue entre les deux établissements, une recherche transculturelle est encouragée, et l'objectif est d'atteindre un autre stade de collaboration ciblé sur l'aide à la formation postuniversitaire ou à l'apprentissage tout au long de la vie.

Ce projet a constitué un suivi logique de la précédente bourse LEADHER obtenue en 2008 ciblée sur le Bureau d'aide aux étudiants. Le projet « A NAME for Health » a été consolidé grâce à cette visite d'apprentissage qui a renforcé la viabilité des programmes de développement du personnel et du corps enseignant en se concentrant sur le renforcement des capacités et la coopération technique et institutionnelle dans le domaine de la formation médicale.

Pour davantage d'informations, veuillez contacter: Ana Godinho, Université de Porto, anagodinho@med.up.pt

PROPOSITION DE L'AIU APPRouvÉE PAR L'AGENCE SIDA POUR 2011-2015

L'Agence suédoise de coopération au développement international (Sida) a approuvé l'octroi d'une nouvelle subvention allouée à l'Association internationale des universités en vue de soutenir plusieurs activités et projets de l'Association conçus pour contribuer au développement et au renforcement des capacités de l'enseignement supérieur dans les pays en développement. L'AIU a élaboré la proposition de subvention conformément à la politique et la stratégie du gouvernement suédois axées sur la coopération en matière de recherche, qui établit clairement que « [...] l'accès aux connaissances liées au développement scientifique gagnant en importance, le manque de ressources dédiées à la recherche dans les pays en développement et la production inadéquate de travaux de recherche de haut niveau présentant un intérêt pour les pays en développement posent progressivement de sérieux problèmes. » (Recherche pour le développement, Services gouvernementaux de Suède, page 9).

Couvrant une période de quatre ans débutant en juillet/août 2011, ce soutien financier permettra à l'AIU d'élargir et de diversifier certaines de ses activités, tout en continuant de proposer l'une des initiatives les plus visibles soutenues ces dernières années par l'Agence Sida: le programme de bourses LEADHER, qui facilite les collaborations Sud-Sud et Nord-Sud dans différents domaines de la gestion institutionnelle. Lors des prochains concours des bourses LEADHER, les établissements seront invités à se concentrer plus particulièrement sur le renforcement des capacités dans le domaine de la recherche et la gestion des infrastructures de recherche.

L'AIU pourra également poursuivre son projet sur les programmes de doctorat en Afrique subsaharienne et développera des activités de sensibilisation et de renforcement des capacités liées au rôle joué par l'enseignement supérieur dans la réalisation

des objectifs de l'Education pour Tous et des OMD liés à l'éducation. La subvention permettra à l'AIU de mettre davantage l'accent sur la contribution et les responsabilités des universités dans la promotion du développement durable – améliorer les pages de notre site web dédiées à ce domaine et notre capacité à établir des partenariats avec d'autres organisations, comme l'Association africaine des universités et le GUNI pour l'élaboration d'un manuel sur le développement durable.

En dernier lieu, la subvention permettra à l'AIU d'inviter un ou deux établissements issus de pays en développement à solliciter le Service de conseil en matière de stratégies d'internationalisation (ISAS) offert par l'AIU pour accompagner leurs efforts liés au développement ou à l'amélioration de leur politique dans ce domaine. Elle renforcera également la capacité de l'AIU à conduire davantage de travaux de recherche sur le processus d'internationalisation.

Pour l'AIU, l'aspect le plus important de cette approbation de subvention réside dans la reconnaissance de l'Agence Sida de notre engagement solide à demeurer une association réellement internationale. L'Agence Sida apporte le soutien qui permet à l'AIU de garantir que l'ensemble de nos activités – diffusion de l'information et des connaissances, promotion d'un code de déontologie dans l'enseignement supérieur, recherche sur l'internationalisation, accès équitable et succès, etc. – prenne en compte les points de vue des établissements d'enseignement supérieur de toutes les régions du monde, des pays les plus industrialisés aux pays les plus pauvres.

L'AIU est très reconnaissante envers l'Agence Sida pour son soutien et se réjouit des opportunités qu'elle offre à nos Membres et à la communauté de l'enseignement supérieur au sens plus large.

Eva Egron-Polak, *Secrétaire générale, AIU*

AIU – COLLABORATION ET RÉSEAUTAGE

Depuis le dernier numéro de *AIU Horizons*, l'AIU a participé à un certain nombre de conférences internationales et y a abordé des sujets concernant le travail de l'association.

Rencontre avec le directeur-général assistant de l'enseignement pour l'UNESCO



19 janvier 2011, UNESCO, Paris, France

En janvier, la Secrétaire-générale de l'AIU rencontrait M. Qian Tang, le directeur-général adjoint du secteur de l'Éducation de l'UNESCO, alors nouvellement nommé, pour échanger des informations relatives aux priorités actuelles et à venir des deux organisations, et plus particulièrement pour discuter de nouvelles possibilités de collaborer. Cette rencontre était l'occasion d'entendre quelle nouvelle place serait réservée à l'enseignement supérieur au sein du secteur de l'éducation de l'UNESCO, récemment restructuré. M. Tang a rapidement confirmé que l'enseignement supérieur reste une priorité pour l'UNESCO. Il tient à renforcer les capacités internes dans ce domaine via une collaboration plus étroite avec des organisations telles que l'AIU. Vous pouvez lire une interview avec M. Tang dans le précédent numéro d'*AIU Horizons* (<http://www.iau-aiu.net/fr/content/vient-de-paraitre-0>).

Conférence au Canada : la course à la mondialisation de l'enseignement supérieur



21-22 janvier 2011, Toronto, Canada

La Secrétaire-générale de l'AIU était l'un des quatre intervenants principaux de cette conférence, organisée par l'Union des Associations des Professeurs des Universités de l'Ontario. Après avoir étudié les résultats d'un sondage récent concernant la perception qu'a le public de l'internationalisation, les participants à la conférence ont également appris comment les systèmes fédéraux canadiens ont influencé la mise en place de politiques au fil du temps. Les perspectives australiennes présentées par Lynn Meek et la perspective globale basée sur la 3^{ème} enquête mondiale de l'AIU sur l'internationalisation et présentée par Eva Egron Polak ont animé le débat à propos de la valeur, des risques et des émissions potentiellement négatives d'une course de plus en plus rapide à la mondialisation de l'enseignement supérieur.

www.ocufa.on.ca/conferences.conf2011_p1.gk

11^{ème} réunion du groupe de travail « Education pour Tous » de l'UNESCO



2-3 février, UNESCO, Paris, France

L'AIU a été invitée à participer à cette réunion qui s'est tenue au siège de l'UNESCO. Les quelque 170 participants – pour la plupart des représentants des états membres de l'UNESCO – ont analysé les progrès réalisés pour atteindre l'éducation pour tous et ont débattu

sur la manière d'améliorer la qualité de l'éducation, de défendre l'éducation. Ils ont évoqué les conflits violents et l'éducation, ainsi que le financement de l'éducation en guise de préambule à la 10^{ème} réunion du groupe de haut niveau sur l'Éducation pour Tous (Jomtien, Thaïlande, du 22 au 24 mars), dans laquelle l'AIU s'est fortement investie. Voir la note à ce sujet, page 11.

Deuxième conférence annuelle Dearing sur l'enseignement supérieur – La mondialisation de l'enseignement supérieur

17 février, Nottingham, Royaume-Uni



Eva Egron-Polak, Secrétaire-générale de l'AIU, était l'un des intervenants principaux de cette conférence, qui s'est tenue à l'Université de Nottingham, au Royaume-Uni. Compte tenu du thème de la conférence, c'était une excellente occasion de présenter les résultats de la 3^{ème} étude mondiale de l'AIU sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur. Un discours de clôture, prononcé par le très honorable député et Ministre d'Etat pour les Universités et la Science, David Willetts, a suscité le plus grand intérêt du public, majoritairement britannique, puisque le Ministre a saisi l'occasion pour expliquer et défendre la décision du gouvernement permettant d'augmenter les frais de scolarité que les universités britanniques peuvent faire payer aux étudiants britanniques jusqu'à un nouveau seuil, tout en réduisant les subventions que le gouvernement alloue aux universités.

www.nottingham.ac.uk/lorddearing/index.aspx

Congrès international sur la collaboration régionale et interrégionale des universités



17-18 février, Tokyo, Japon

Ross Hudson, Chargé de Programmes à l'AIU, a représenté l'AIU lors de cette réunion, organisée conjointement par le Ministère japonais de l'Éducation, de la Culture, des Sports, des Sciences et de la Technologie (MEXT) et l'Université de Tokyo, membre de l'AIU. M. Hudson a présenté les résultats de la 3^{ème} étude mondiale de l'AIU, *Internationalisation de l'enseignement supérieur: tendances mondiales, perspectives régionales* et a attiré une attention particulière sur le rôle de l'AIU quant au développement de partenariats. Il a également présenté le service ISAS.

<http://dir.u-tokyo.ac.jp/en/0217koto.html>

Conférence 2011 de l'Association of International Education Administrators (AIEA) – Concurrence et collaboration dans la transformation mondiale de l'enseignement supérieur



20-23 février – San Francisco, États-Unis

La Secrétaire-générale de l'AIU était l'un des intervenants principaux lors de cette conférence, qui portait sur divers sujets relatifs au thème de la concurrence et de la collaboration et notamment



« Les flux de connaissance et la collaboration des chercheurs dans un contexte mondial », « Diplomatie publique et enseignement supérieur » et « L'avenir des partenariats dans l'enseignement supérieur ». <http://aieaworld.org/events/conf2011.htm>

Réunion du Ministère Fédéral de la Coopération Economique et du Développement pour l'ébauche de stratégie pour l'éducation (2010-2013)

1^{er} mars 2011, Berlin, Allemagne

Isabelle Turmaine, Directrice, Centre d'Information et Services de Communication de l'AIU, a été invitée à assister à la présentation du plan de stratégie pour l'éducation du Ministère Fédéral de la Coopération Economique et du Développement pour la période 2010-2013 en Allemagne. Cette stratégie, intitulée *Une plus grande éducation, une plus grande croissance, une plus grande justice : vers une stratégie éducative pour le développement de politiques en Allemagne* définit 10 objectifs pour l'éducation, tels la promotion de l'éducation sur une base holistique, le renforcement de l'enseignement supérieur et de la recherche et un engagement plus rapproché de tous les acteurs (ONG et universités incluses) à un degré plus élevé. www.education-for-development.de/dw/doku.php?id=english_version



Le British Council se mondialise 5 – Education mondiale : le nouveau moteur ?

10-12 mars 2011, Hong Kong, Chine

Patricia Pol, vice-présidente de l'Université de Paris-Est (France) et membre du Conseil d'Administration de l'AIU, ainsi que Eva Egron-Polak, Secrétaire-générale de l'AIU, ont participé à cette conférence organisée par le British Council. Le Pr. Pol s'est exprimée lors d'une session comparant l'impact du processus de Bologne dans divers pays européens, alors qu'Eva Egron-Polak a pris part à la session plénière, traitant du concept d'internationalisation. Elle a également participé à une session très interactive dédiée à la mobilité étudiante en répondant à des recommandations émises par plusieurs étudiants. www.britishcouncil.org/goingglobal-gg5-a-z-of-sessions.htm



Conférence FutuRIS/ANRT sur l'impact de la création d'un Espace Européen de la Recherche sur la capacité d'innovation de l'Europe

4 mars, 2011, Paris, France

Le Dr. Hilligje van't Land, Directrice, Adhésion et Développement des Programmes, a participé aux débats sur l'impact de la création d'un Espace Européen de la Recherche sur la capacité d'innovation de l'Europe et plus particulièrement de la France. Cette conférence a été organisée par FutuRIS, un dispositif de l'Association nationale de la Recherche et de la Technologie (ANRT), qui se concentre sur la recherche et l'innovation en France. Les documents sont disponibles en ligne : www.anrt.asso.fr/fr/futuris/colloques.jsp?p=30&p3=8

Réunion du groupe de haut niveau sur l'Éducation pour Tous (EPT)

22-24 mars, Jomtien, Thaïlande

Juan Ramon de la Fuente, président de l'AIU, était l'un des 40 dirigeants invités à prendre part à cette réunion de haut niveau. C'était la première participation de l'AIU à cette réunion sur invitation et celle-ci a débouché sur la reconnaissance du rôle critique de l'enseignement supérieur et de la recherche dans l'amélioration de la qualité de l'éducation dans la Déclaration de Jomtien de 2011. Cette déclaration a suivi la première déclaration de Jomtien, en 1990, qui a lancé le mouvement EPT.

Contact: i.turmaine@iau-aiu.net

www.unesco.org/new/fr/education/themes/leading-the-international-agenda/education-for-all/international-cooperation/working-group/11th-meeting-2011/



Rencontre avec l'EUA sur le projet CODOC

23 mars, Bruxelles, Belgique

Le Dr van't Land, Directrice, Adhésion et Développement des Programmes, a rendu visite à l'Association des Universités Européennes (EUA) pour établir des liens entre le projet de l'AIU relatif aux programmes doctoraux en Afrique subsaharienne, la coopération pour l'enseignement doctoral entre l'Afrique, l'Asie, l'Amérique latine et l'Europe (CODOC) et le Conseil de l'EUA pour l'enseignement doctoral. L'EUA et l'AIU organiseront une session conjointe sur *L'enseignement doctoral : partenariats internationaux stratégiques et développement durable* lors de la prochaine conférence de l'EAIE qui se tiendra à Copenhague, au Danemark, en septembre 2011. www.eua.be/eua-projects/



Le projet SiS Catalyst

23-25 mars, Liverpool, Royaume-Uni

Fin février, Elodie Boisfer, Assistante exécutive à l'AIU, a assisté à la première réunion du projet SiS, coordonné par l'Université de Liverpool, au Royaume-Uni et conçu pour découvrir comment les enfants peuvent être des facteurs de changement dans la relation entre la société et la science, et ainsi agir en tant que catalyseurs pour appréhender les défis mondiaux. Le projet est lié au travail de l'AIU relatif à l'accès équitable et à la réussite en enseignement supérieur et à l'intérêt de mieux connecter l'enseignement supérieur aux autres niveaux du système éducatif. <http://siscatalyst.wordpress.com/>

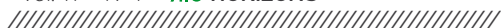


Première réunion de l'IMHE et de l'OCDE sur la gestion de l'internationalisation

1^{er} avril, Paris, France

Eva Egron-Polak a pris part à cette réunion d'une journée, organisée par IMHE, afin de demander conseil sur la manière dont ce programme de l'OCDE pourrait contribuer au





AIU – COLLABORATION ET RÉSEAUTAGE

débat et travail sur l'internationalisation. En décrivant le travail de l'AIU dans ce domaine, elle a mentionné les études mondiales menées par l'Association, le service ISAS et la déclaration de principe que l'association a adoptée et a largement diffusé. Cette réunion a donné l'occasion à plusieurs organisations et établissements de partager leur travail dans le domaine de l'internationalisation et de voir quel rôle IMHE pourrait jouer, afin également d'éviter la concurrence ou le dédoublement des activités.

www.oecd.org/document/61/0,3746,en_2649_35961291_46894333_1_1_1_1,00.html

10^{ème} session plénière du comité directeur de l'enseignement supérieur et de la recherche (CDESR)

4-5 avril, Conseil de l'Europe, Strasbourg, France

Le Dr. Hilligje van't Land, Directrice, Adhésion et Développement des Programmes de l'AIU, a participé à cet événement du Conseil de l'Europe et a présenté *Speaking across borders: the role of higher education in furthering intercultural dialogue* (Série du Conseil de l'Europe sur l'enseignement supérieur n°16; 2010), une publication conjointe AIU et Conseil de l'Europe. Le Conseil de l'Europe est engagé dans une réforme institutionnelle majeure, dans laquelle les mandats des comités intergouvernementaux sont réévalués. Les mandats de tous les comités directeurs se terminent cette année et un nouveau comité couvrant tous les domaines de l'éducation remplacera les actuels comités de l'enseignement supérieur de la recherche (CDESR) et de l'éducation (CDED). Les discussions de cette 10^{ème} session étaient – entre autres – centrées sur l'avenir de l'EHEA, le projet du Conseil de l'Europe relatif à la responsabilité publique pour les libertés académiques et l'autonomie institutionnelle, le rôle de l'enseignement supérieur dans la promotion du dialogue interculturel, des projets communs avec l'Union Européenne, le droit à une éducation de qualité. Le CDESR a également adopté une déclaration sur le statut de l'enseignement supérieur à la suite des récents événements en Biélorussie. Plus d'informations :

www.coe.int/t/dg4/highereducation/cdesr/default_EN.asp



2010 : L'année internationale du rapprochement des cultures

28 avril, UNESCO, Paris, France

Le Dr. H. van't Land, Directrice, Adhésion et Développement des Programmes à l'AIU, a représenté l'AIU lors de débat de clôture de cette conférence, qui s'est tenu au siège de l'UNESCO. Les intervenants ont présenté les nombreuses actions entreprises dans le monde au cours de cette année internationale, mais ont aussi et surtout réaffirmé le besoin pour l'UNESCO et de certains de ses partenaires essentiels, comme le Comité de Liaison ONG/UNESCO ou la Commission Programmatique Mixte, « Le dialogue interculturel pour la paix », le Conseil International des Musées et l'AIU, de poursuivre ensemble leur travail dans ce domaine.

www.unesco.org/fr/2010-international-year-for-the-rapprochement-of-cultures/

Conférence de l'Organisation Interaméricaine des Universités (OUI) sur l'engagement social, l'esprit et les valeurs des universités



4-5 mai, Loja, Equateur

Organisée par le programme « Campus » de l'Organisation Interaméricaine des Universités (IOHE) à l'Universidad Tecnica Particular de Loja, en Equateur, cette conférence était centrée sur divers sujets relatifs aux responsabilités sociales des universités. Le professeur Abdul Razak Dzulkifli, Recteur, University Sains Malaysia, vice-président de l'AIU, et la Secrétaire-générale de l'AIU, Eva Egron-Polak ont pris part à la Conférence. Elle a saisi l'occasion pour informer les participants de divers projets concernant l'association, notamment la rédaction actuelle des *Directives pour un code éthique institutionnel de l'enseignement supérieur*. Les présentations de la conférence sont disponibles en ligne: http://oui-iohe.org/campus/EspirituValoresEC/?page_id=2&lang=en

Réunion des parties prenantes de U-Multirank

5 mai, Bruxelles, Belgique



Isabelle Turmaine, Directrice, Centre d'Information et Services de Communication de l'AIU, a participé à la dernière réunion des parties prenantes de U-Multirank à Bruxelles. Le projet de U-Multirank est une étude de faisabilité pour un classement multidimensionnel mondial, financé par la Commission Européenne. L'objectif principal de la réunion était d'évaluer les indicateurs et les résultats du pilote qui fut entrepris pour les tester et choisir lesquels devaient être conservés dans la liste finale, si U-Multirank venait à être développé. L'un des défauts principaux était le manque de données pour la troisième mission des établissements d'enseignement supérieur. Isabelle Turmaine a également fait part de ses commentaires sur le programme de la dernière réunion du groupe consultatif de U-Multirank, qui s'est tenue le lendemain. Une dernière conférence sur invitation s'est déroulée à Bruxelles, en Belgique, en juin.

www.u-multirank.eu/

Comité des Organisations Internationales Non-Gouvernementales de la 186^{ème} session du Conseil Exécutif de l'UNESCO

5-6 mai, UNESCO, Paris, France

L'AIU a demandé à Leslyanne Hawthorne, de l'Université de Melbourne, de représenter l'AIU lors de cette réunion. Le professeur Hawthorne s'est exprimée par vidéoconférence lors de la table ronde sur les conséquences sociales et humaines des migrations internationales et a axé sa présentation sur la mobilité étudiante.

www.unesco.org/new/fr/executive-board/

Groupe de travail sur la transparence internationale de l'Espace européen de l'enseignement supérieur (EEES)



18 janvier 2011, Vienne, Autriche et 10 mai, Bruxelles, Belgique

Le groupe de travail sur la transparence internationale fut créé en 2008 par le Groupe de Suivi du Processus de Bologne (BFUG) et a pour tâche d'émettre des propositions relatives à la visibilité externe et à la dimension interne de l'EEES. Il doit également aider l'EEES actuel à préparer le 3^{ème} Forum Politique de Bologne. La Secrétaire générale de l'AIU, membre du groupe de travail, a consulté des associations d'universités régionales et internationales, ainsi que le Conseil d'Administration de l'AIU, par rapport à des thèmes qui devraient être abordés lors du Forum Politique de Bologne (26-27 avril 2012, Bucarest, Roumanie), et dont le thème sera: *Au-delà du Processus de Bologne: Créer et connecter des espaces d'enseignement supérieur nationaux, régionaux et mondiaux*. Conjointement avec le Conseil de l'Europe, l'AIU a accepté de contribuer au document de travail sur l'un des sous-thèmes du Forum, à savoir le sujet de « la responsabilité publique pour et de l'enseignement supérieur dans des contextes nationaux, régionaux et internationaux ». www.ehea.info/events-bfug-network-meetings.aspx

Classements et responsabilités dans l'enseignement supérieur: usages et abus

16-17 mai, Paris, France

Olive Mugenda, Présidente, Université Kenyatta et vice-présidente de l'AIU et Eva Egron-Polak, Secrétaire générale de l'AIU ont activement participé au forum mondial UNESCO/Banque Mondiale/OCDE « *Classements et responsabilités dans l'enseignement supérieur: usages et abus* », qui s'est tenu à l'UNESCO, à Paris. Dans ses observations finales, le Directeur général adjoint pour l'éducation de l'UNESCO a souligné le rôle de l'UNESCO en tant que passerelle entre les différentes parties prenantes, états membres et classes.

www.unesco.org/new/fr/education/themes/strengthening-education-systems/higher-education/quality-assurance/rankings-forum/presentations/



Conférence annuelle 2011 de ACA

22-24 mai, Vienne, Autriche

Les classements étaient également l'un des sujets principaux de la conférence annuelle de ACA. Intitulée *The Excellence Imperative – World-class aspirations and real-world needs*, des sujets comme les classements, la mobilité, les tendances démographiques et leurs conséquences sur l'enseignement supérieur ont été abordés. La Secrétaire-générale de l'AIU a participé au débat de clôture du panel, constatant



notamment les risques des conséquences involontaires et l'usage des classements internationaux. Elle a souligné le nombre de fois où ils deviennent des instruments politiques, bien qu'ils ne soient pas indiqués dans cette optique, alors qu'ils sont utilisés comme intermédiaires pour des mesures de qualité internationale générale. Elle a mis en garde contre les effets négatifs potentiels que cela peut impliquer, en particulier dans les pays en voie de développement et a souligné qu'il était de la responsabilité des universités de ne pas exploiter les résultats des classements de manière inadéquate. www.aca-secretariat.be/index.php?id=461

Conférence européenne des experts de Bologne: Partenariats de l'enseignement international: Défis et pratiques dans l'espace européen de l'enseignement supérieur et de la recherche

Lille, France, 19-20 mai 2011

La conférence était centrée sur l'élaboration de programmes et diplômes dans l'espace européen de l'enseignement supérieur, ses défis et pratiques. Le Dr. H. van't Land, Directrice, Adhésion et Développement des Programmes de l'AIU, était le Rapporteur de l'atelier sur Les comparaisons des bonnes pratiques en Europe, centré sur le projet Joiman, financé par l'UE, ses résultats et les publications dont il a fait l'objet: « *How to Manage Joint Study Programmes? Guidelines and Good Practices from the Joiman Network* ». Cf.: www.joiman.eu/



Forum mondial 2011 de l'Observatoire sur l'enseignement supérieur sans frontières sur: Le nivellement international: un nouveau régionalisme international pour des partenariats durables, la mobilité étudiante, l'apprentissage ouvert et à distance

25-27 mai 2011, Vancouver, Canada.

Le Dr. van't Land a représenté l'AIU lors de cet événement et a dirigé la session concernant *L'harmonisation régionale et le processus de Bologne*, lors de laquelle Pavel Zgaga, de l'Université de Ljubljana (Slovénie), Karen McBride, présidente du Bureau Canadien de l'Éducation Internationale à Ottawa, Canada, et Susan Robertson, de l'Université de Bristol, Royaume Uni ont passé le processus Bologne en revue, ainsi que le processus ayant mené à la création de l'EEES; les stratégies d'harmonisation similaires à l'œuvre en Asie, en Amérique Latine, et les processus de réforme alternatifs en Amérique du Nord. La conférence a mis l'accent sur les acteurs privés dans le domaine de l'enseignement supérieur. Pour les présentations, voir: www.obhe.ac.uk/the_2011_global_forum_canada/overview.



NOUVELLES DES MEMBRES

Nouveaux membres de l'AIU

L'AIU souhaite la bienvenue aux nouveaux Membres qui se sont joints à l'Association depuis le mois de janvier 2011.

ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Université McMaster,

Canada
www.mcmaster.ca/home.cfm



Institute of Professional Studies,

Ghana
www.ips.edu.gh



Université d'Etat d'Haïti,

Haïti
www.ueh.edu.ht



Université professionnelle Lovely,

Inde
www.lpu.in



Université internationale Al Mustafa,

Iran
www.miu.ac.ir



Université internationale Kazak-Turque Akhmet Yassawi, Kazakhstan

www.yesevi.edu.tr



Université CETYS,

Mexique
www.cetys.mx/en



Université autonome de Sinaloa,

Mexique
www.uas.edu.mx



Université des humanités,

Mongolie
www.humanities.mn



Institut polytechnique de technologie de Christchurch,

Nouvelle Zélande
www.cpit.ac.nz



Université technique de Palestine,

Palestine
www.ptuk.edu.ps



Université d'Essex,

Royaume Uni
www.essex.ac.uk



Université dominicaine de Californie,

États-Unis
www.dominican.edu



ORGANISATIONS

Comité des Vice Chancelliers des Universités fédérales du Nigéria,

Nigéria
www.cvcnigeria.org



ASSOCIÉ

Jason E. Lane, Professeur assistant, Institute for Global Education Policy, State Université de New York at Albanie, États-Unis

NOUVELLES DES MEMBRES

L'AIU est heureuse d'annoncer la nomination du **Dr. Roberto Escalante Semerena** au poste de **Secrétaire général de l'UDUAL** (*Unión de Universidades de América Latina y el Caribe*). Voir : www.udual.org

Contact : semerena@servidor.unam.mx

L'AIU félicite le **Professeur Nazaré, ancienne Rectrice de l'Université de Aveiro, Portugal,** pour sa nomination au poste **présidente du European University Association.** Elle assumera la direction de l'EUA pour les trois prochaines années (2012-2015). Cf. www.eua.be/News

L'Université ouverte de Catalogne (UOC), Espagne, a décerné le titre de **docteur honoris causa à Brenda Gourley,** en reconnaissance de sa carrière. Prof. Gourley a été Vice-chancelière et Directrice de l'Université ouverte du Royaume-Uni de 2002 à 2009. De 2000 à 2004, elle a été Membre du Conseil d'Administration de l'AIU, voir : www.uoc.edu/hc

Postes de recherche en période de congé sabbatique ouverts à l'Institut des Etudes Professionnelles (IPS), Ghana :

Les candidatures sont ouvertes aux personnes qualifiées pour un poste d'un an à l'Institut des Etudes Professionnelles (IPS) au Ghana. Les candidats devront présenter une proposition de cinq pages et un plan d'un an détaillant la manière dont il/elle envisage de conduire les travaux de recherche et de publier ses articles dans le domaine choisi.

Contact : info@ips.edu.gh ou admin@ips.edu.gh. Les formulaires de candidature peuvent être téléchargés sur le site de l'IPS : www.ips.edu.gh

Nouveaux partenariats internationaux : L'American Council on Education (ACE) et l'American Association of Community Colleges (AACCC) ont annoncé un nouveau partenariat international visant à renforcer les curricula et élargir les programmes de développement du personnel dans une douzaine de collèges sud-africains. L'initiative est un programme de trois ans de 6,7 millions \$ financé par la Mission de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) en Afrique australe. (voir : www.acenet.edu/AM/Template.cfm?Section=Press_Releases2&CONTENTID=32016&TEMPLATE=/CM/ContentDisplay.cfm)

➔ ADHÉREZ À L'AIU ET DEVENEZ UN MEMBRE ACTIF DE L'ASSOCIATION MONDIALE DES UNIVERSITÉS

POUR TOUTE INFORMATION :
www.iau-aiu.net/fr/content/adhesion

CONTACT : **Dr. H. van't Land, Directrice, Adhésions et développement des programmes à l'AIU**
h.vantland@iau-aiu.net

Dossier thématique :

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET ÉDUCATION POUR TOUS

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET ÉDUCATION POUR TOUS (EPT) : LE RÔLE DE L'AIU

Ce qui a commencé comme un projet pilote de 3 ans en 2005 est devenu l'une des activités centrales de l'AIU, concrétisée dans ce tout dernier projet triennal. Il émane de la conviction profonde de l'Association que la réalisation des objectifs de l'EPT (Education pour Tous) et les objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) s'y rapportant risquent d'être impossibles sans la contribution et la collaboration solide et régulière de la communauté de l'enseignement supérieur et de la recherche. Néanmoins, les résultats du projet pilote et du séminaire d'experts de l'AIU (janvier 2007, Maputo, Mozambique) ont conclu que le potentiel et la collaboration de l'enseignement supérieur restent sous-exploités, souvent en raison d'un manque persistant de communication et d'une absence de langage commun entre les diverses parties prenantes de l'EPT et du secteur de l'ES. Lorsque l'enseignement supérieur est impliqué, son rôle est souvent réduit à la formation des enseignants. Pourtant, la recherche universitaire dans différents domaines et ses activités de soutien communautaire ont un impact direct/indirect sur l'éducation. Les parties prenantes de l'EPT doivent non seulement tirer le maximum de l'expertise, du savoir et de l'innovation mais le secteur de l'enseignement supérieur doit avoir conscience de sa propre contribution potentielle et s'engager davantage dans le mouvement mondial de l'EPT.

La double approche du projet

Le projet a été conçu pour :

- fournir des informations au secteur de l'ES/recherche sur son rôle potentiel dans l'initiative de l'EPT;
- renforcer les capacités pour accroître la participation du secteur de l'ES dans les activités liées à l'EPT.

Résultats du projet

Construction communautaire : la mise en place d'un Groupe de référence composé à la fois des représentants du secteur de l'ES (établissements et associations) et des agences de coopération, couvrant toutes les régions du monde. Le Groupe a joué un rôle consultatif pour toutes les activités du projet et participé à faire davantage connaître le travail de l'AIU dans ce domaine.

Sensibilisation : la publication de la brochure intitulée *Pourquoi et comment l'enseignement supérieur peut-il contribuer à tous les niveaux et types d'enseignement ?* qui vise à améliorer la compréhension des lecteurs sur la manière dont l'enseignement supérieur contribue à l'EPT et aux OMD s'y rapportant et comment il peut le faire de manière plus systématique. La brochure utilise un langage utilisé à la fois par le secteur de l'ES et le mouvement de l'EPT afin de faciliter la connexion et éviter les malentendus entre les deux communautés. Elle a été publiée en anglais et en français et largement diffusée. Elle est disponible sur le site Internet de l'AIU et le portail HEEFA.

Diffusion de l'information : la création du portail collaboratif

HEEFA (enseignement supérieur et EPT) – www.heefa.net et sa lettre d'information bimensuelle intitulée *Linking the HE community to EFA and related MDGs*. Unique en son genre, ce portail s'attache spécifiquement à diffuser des informations axées sur des initiatives de l'enseignement supérieur dans des domaines liés à l'EPT. Il contient une base de projets sur les activités de l'ES dans des domaines liés à l'EPT et aux OMD s'y rapportant ainsi qu'une base de données comprenant des CV d'experts du secteur de l'enseignement supérieur travaillant dans ce domaine. Le Portail existe en anglais et en français et peut servir de cadre pour être éventuellement développé dans d'autres langues à l'avenir.

Renforcement des capacités : le développement d'un module regroupant les acteurs clés de l'EPT et les universités aux niveaux local/national en vue de définir et convenir d'une activité commune pour aider à atteindre les EPT et les OMD s'y rapportant, sur le plan local. Il pousse les participants « à réfléchir hors des sentiers battus », de percevoir le rôle de l'enseignement supérieur sous un nouveau jour et d'identifier des outils concrets pour renforcer la participation de l'ES aux activités locales liées à l'EPT. L'instrument a été testé avec brio dans deux endroits distincts – pays développés et en développement et en espagnol/anglais et en français. La première session a été organisée avec l'Université autonome de l'Etat de Morelos, à Cuernavaca, Mexique et la seconde à Ouagadougou, Burkina Faso, en coopération avec l'Université de Ouagadougou et le Ministère de l'Enseignement de base et de l'Alphabétisation. Les deux sessions ont abouti à la validation d'un plan d'action élaboré par les participants.

Bilan et examen : l'organisation d'une conférence sur l'innovation (sur invitation uniquement) organisée en décembre 2010 au siège de l'UNESCO à Paris, France, pour marquer la fin de cette phase du projet. Environ 50 représentants du secteur de l'ES et des agences de coopération du monde entier se sont rassemblés pour évaluer les progrès réalisés pour une meilleure inclusion de l'ES/recherche dans l'EPT et les OMD s'y rapportant et pour examiner les résultats du projet et proposer des idées pour la suite. Les participants ont souligné à l'unanimité le besoin urgent de promouvoir le rôle de l'ES dans l'EPT et les OMD s'y rapportant, et ont collectivement recommandé que les résultats soient consolidés par l'AIU en développant la phase 2 du projet. Plus concrètement, les recommandations validées comprennent : une plus large diffusion du travail accompli et des outils développés à l'intention de tous les acteurs de l'EPT et dans les médias; l'actualisation et l'amélioration des outils d'information déjà développés; le renouvellement de la mise en œuvre du module de renforcement des capacités et un modèle de travail pour faciliter sa reproduction n'importe où.

La réalisation de ce projet a reçu le soutien de l'Agence suédoise de coopération au développement international (Sida), du Groupe de travail sur l'enseignement supérieur de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique et le Fonds de participation de l'UNESCO.

Contacts : Isabelle Turmaine (i.turmaine@iau-aiu.net) ou Nadja Kymlicka (n.kymlicka@iau-aiu.net)



ATTEINDRE LES OBJECTIFS DE L'EPT GRÂCE À LA RECHERCHE TRANSFORMATIONNELLE

par **Norzaini Azman**, Professeure associée et Chercheuse associée, Institut national de recherche sur l'enseignement supérieur, Université nationale de Malaisie, Malaisie (zaini.azman@yahoo.com)



La communauté internationale a consacré un temps et des

ressources considérables en vue de concevoir des plans pour définir les objectifs au service du développement mondial, notamment l'initiative de l'Éducation pour Tous (EPT) et ses six objectifs spécifiques visant à :

- développer la protection et l'éducation de la petite enfance
- rendre l'enseignement primaire obligatoire et gratuit pour tous
- développer l'apprentissage et les savoir-faire auprès des jeunes et des adultes
- accroître le taux d'alphabétisation des adultes
- atteindre la parité entre les sexes
- améliorer la qualité de l'éducation

Chacun de ces objectifs est un signe de reconnaissance et de respect du droit à une éducation de qualité.

Le cadre de l'EPT a façonné la politique, la planification et le financement de l'éducation de base de nombreuses organisations internationales et pays. Il ne fait aucun doute que l'éducation de base doit continuer d'avoir une importance capitale. Cependant, les enjeux relatifs à l'éducation sont liés dans une communauté à d'autres enjeux psychosociaux, sanitaires, juridiques et financiers qui doivent être appréhendés de façon proactive par les établissements d'enseignement, à savoir les écoles et les universités, en partenariat avec d'autres secteurs tels que les agences gouvernementales, les organisations non gouvernementales et les collectivités locales. Ceci montre que les écoles et les universités doivent travailler plus étroitement ensemble car, même si certains envisagent ces deux systèmes comme des systèmes distincts, ils sont en réalité interdépendants. Il est impossible de procéder à des changements majeurs d'un côté de la barrière, à savoir l'école, sans opérer de changements significatifs de l'autre côté.

De façon générale, peu de vues ont été exprimées sur le rôle des universités en tant qu'acteurs générant et fournissant un

nouveau savoir et de nouvelles solutions aux défis critiques de l'humanité dans les domaines de l'éducation, de la durabilité, de la sécurité alimentaire et de la cohésion sociale

Le rôle des universités dans l'EPT a été moins reconnu et peut-être même négligé.

par rapport aux objectifs de l'EPT. En tant que tel, le rôle des universités dans l'EPT a été moins reconnu et peut-être même négligé. Dernièrement, un argument plus clair a été mis en avant, exposant leur rôle et leur mission, pour que les universités soient un acteur important dans la concrétisation de l'agenda de l'EPT.

Dans un pays en développement comme la Malaisie, les universités peuvent jouer un rôle moteur en apportant leur contribution scientifique ainsi qu'un rôle consultatif en

transformant les communautés. Elles assument ce rôle en offrant une compréhension approfondie, des idées et des solutions aux défis rencontrés par les communautés.

La recherche est un processus d'apprentissage, et dans le contexte de l'université malaisienne, elle est de plus en plus sollicitée pour transformer la communauté. En Malaisie, de nombreuses universités de recherche se sont implantées dans un lieu, une zone ou une région spécifiques privilégiant une niche de recherche; ce changement est une réponse aux nombreux facteurs répulsifs et attractifs, comme par exemple la politique gouvernementale de développement du couloir Nord-Sud et les attentes de la communauté rurale en matière d'éducation, de formation et de renforcement des capacités. L'idée est que les universités de Malaisie, à travers leur programme de recherche, aient un rôle éminemment important à jouer pour aider la société à mieux comprendre l'inter-connectivité entre éducation, développement durable et ressources communautaires.

Pour illustrer comment ceci peut être concrétisé, permettez-moi de décrire brièvement un projet de recherche sur l'enseignement public au service du développement durable mené par un groupe de chercheurs de l'Université nationale de Malaisie en 2008-2011. Le projet avait pour objectif principal de renforcer les capacités de la communauté locale en vue de répondre aux enjeux liés au développement durable; d'appréhender et de mieux comprendre cette complexité; et de développer la connaissance, les valeurs, les attitudes, les compétences de vie et les comportements éthiques de la communauté, en accord avec l'EPT et les OMD, ainsi que de préparer les membres de la communauté à participer de manière effective à la prise de décision. Le caractère unique de la recherche réside dans la même importance accordée aux processus et aux activités de recherche ainsi qu'aux activités d'engagement communautaire menées simultanément tout au long de cette période de recherche de deux ans.

Un cadre de recherche dans le domaine de l'enseignement public a été développé, basé sur cinq valeurs fondamentales : le savoir et la compréhension; les valeurs communes; les rôles et responsabilités; les bénéfices et les opportunités; et la responsabilisation et la responsabilité sociale des entreprises. Le cadre met l'accent sur la promptitude des parties prenantes, à savoir la communauté locale, à comprendre les valeurs fondamentales considérées comme essentielles pour leur moyens de subsistance durables. Par conséquent, le cadre propose un fondement plus rigoureux sur lequel les chercheurs et les professionnels peuvent élaborer un ensemble cohérent de principes pour le développement du curriculum et pour une bonne pratique pédagogique dans l'enseignement public au service des moyens de subsistance durables.

D'après notre expérience, la première stratégie clé dans le développement de la recherche collaborative communauté-université consiste à octroyer suffisamment de temps au développement des relations personnelles entre les chercheurs

et les membres de la communauté avant de s'engager dans le projet de recherche. Un autre objectif important au moment de démarrer le processus de recherche est d'identifier en priorité les bénéficiaires pour chaque collaborateur. Pour nous autres universitaires, la question importante a toujours été « qu'est-ce que cela signifie ? » mais pour la communauté, la préoccupation principale est « que va-t-on faire à ce sujet et comment les universités et les résultats de leurs travaux de recherche peuvent

contribuer à améliorer nos moyens de subsistance ? »

La recherche illustre clairement qu'à travers un engagement et une vision, la recherche transformationnelle peut aider à responsabiliser les différents segments de la communauté – les écoliers, les leaders religieux, les femmes au foyer, les groupes économiques regroupant les pêcheurs et ceux regroupant les femmes – grâce au savoir et à la prise de conscience acquis par l'apprentissage, pour faire d'eux des agents du développement.



SECTEUR DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET EDUCATION POUR TOUS (EPT)

par **Loise P.W. Gichuhi**, Professeure, Faculté des Sciences de l'éducation, Université de Nairobi, Kenya
(lopawer@yahoo.com)



Le Rapport mondial de suivi sur l'EPT (2011) indique que la planète a pris du retard dans la réalisation des

objectifs de l'EPT fixée à 2015. Plus précisément, il indique que sur les 67 millions d'enfants dans le monde qui ne sont pas scolarisés, 28 millions se trouvent dans des pays touchés par un conflit.

Afin de recentrer et renouveler notre énergie pour atteindre les objectifs de l'EPT d'ici à 2015, il est nécessaire d'unir nos efforts. Pour que les 28 millions d'enfants aient accès à une éducation de qualité d'ici à 2015, le rôle de l'enseignement supérieur doit être appréhendé selon un agenda différent et innovant. Reconnaisant le rôle joué par les agences humanitaires dans les situations d'urgence, l'enseignement supérieur pourrait être un partenaire solide pour fournir une approche intégrée de la théorie, de la pratique et du savoir local.

L'enseignement est une tâche difficile dans les situations de crise pour plusieurs raisons très évidentes. Il est donc important d'intégrer et de développer des programmes d'enseignement et des modules de formation qui bâtiront les fondations de la paix future et non de la récurrence des conflits.

LE RÔLE DE L'ÉDUCATION DANS LES SITUATIONS D'URGENCE

Le rôle de l'éducation est la première étape vers la prévention des conflits. L'éducation prépare les enseignants, les étudiants et les citoyens aux niveaux local et national à prendre des décisions solides sur les enjeux complexes que sont la prévention et la réaction face aux conflits. L'éducation accorde une grande priorité à la réponse humanitaire et à la reconstruction post-conflit.

Néanmoins, puisque chaque système éducatif a le potentiel d'exacerber les conditions qui contribuent à la violence des conflits, ainsi que le potentiel d'y faire face, ces systèmes requièrent des professionnels ayant une connaissance solide de la recherche pour comprendre, évaluer et analyser la relation négative entre les programmes éducatifs et les conflits.

L'éducation est nécessaire durant les trois phases de développement d'un conflit : avant le conflit, pendant le conflit et après le conflit.

Pendant la phase de pré-conflit, les éducateurs doivent connaître les systèmes d'alerte précoce pour les aider à préparer des plans d'intervention. Pendant cette phase, le matériel pédagogique doit être réexaminé pour être « mis à l'abri » et éviter les pénuries. La planification des mesures d'urgence est très importante mais n'est souvent pas suffisamment développée et étudiée. L'analyse de la vulnérabilité et la planification des mesures d'urgence devraient être conduites avant que les conflits n'éclatent. Des expériences passées suggèrent qu'apprendre à se préparer et à répondre aux crises nécessite une réaction proactive. En conséquence, les acteurs internationaux habitués à travailler dans des situations d'urgence devraient créer des réseaux collaboratifs afin d'aider les ministères de l'éducation, les universités et les communautés à savoir gérer l'éducation dans des situations d'urgence.

RÔLE STRATÉGIQUE DES UNIVERSITÉS DANS L'ÉDUCATION LORS DES SITUATIONS D'URGENCE

L'enseignement supérieur peut jouer un rôle très efficace en développant et en mettant en œuvre des stratégies visant à améliorer l'accès et l'apprentissage pour les enfants non-scolarisés en raison des conflits. Ceci peut être fait en proposant une formation aux enseignants basée sur une meilleure compréhension des besoins éducatifs pendant les différentes phases d'une situation d'urgence et en faisant de l'école un environnement

L'enseignement supérieur peut jouer un rôle très efficace en développant et en mettant en œuvre des stratégies visant à améliorer l'accès et l'apprentissage pour les enfants non-scolarisés en raison des conflits.

non-violent. Il se peut que les curricula et la pédagogie doivent être repensés. La réforme du curriculum et les révisions des manuels après une catastrophe représentent une mission nationale majeure exigeant une expertise technique solide. Des programmes courts sur mesure pour les gestionnaires et les planificateurs de l'éducation sur la prévention des conflits et le rétablissement de la paix mais également sur la manière de

dispenser un enseignement dans une région touchée par un conflit pourraient être développés.

L'enseignement supérieur peut jouer un rôle moteur en menant des travaux de recherche sur le rôle de l'éducation et de l'enseignement supérieur lors des situations d'urgence. L'éducation dans les situations d'urgence en tant que domaine de recherche est relativement récente bien qu'il soit réellement nécessaire d'élaborer des théories dans ce domaine.

CONCLUSION

Les universités pourraient faire la différence en trouvant des solutions aux exigences éducatives de leur pays respectif pendant les périodes de préparation, de réponse et de rétablissement. Un examen de leur rôle dans la réalisation des objectifs de l'EPT et particulièrement dans les régions exposées à des conflits pourrait être une première étape.



PASSER À L'ACTION : COMMENT LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (EES) PEUVENT-ILS JOUER UN RÔLE MOTEUR POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS DE L'ÉDUCATION POUR TOUS (EPT) ?

par **Valtencir Maldonado Mendes**, Etudiant en doctorat, Universitat Politècnica de Catalunya, Espagne
(valtencir@me.com)



UNIVERSITAT POLITÈCNICA
DE CATALUNYA
BARCELONATECH

Le contenu de cet article s'appuie sur une étude de 608 exemples de bonne pratique communiqués par des EES du monde entier. Bien qu'il existe un consensus international apparent sur le potentiel des EES à contribuer à atteindre les objectifs de l'EPT, on constate néanmoins jusqu'à aujourd'hui un manque de preuves tangibles permettant d'affirmer que les EES contribuent de manière effective à atteindre ces objectifs. Par exemple, peu d'éléments font état de cette contribution dans le Rapport mondial de suivi sur l'EPT (UNESCO, 2011).

Pourtant, les résultats de l'étude suggèrent les réalités suivantes :

LES EES TRAVAILLENT À LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DE L'EPT MAIS C'EST PARFOIS DIFFICILE À VOIR !

Bien que l'étude suggère que la grande majorité des membres du personnel des établissements (78%) ne savent pas que l'EPT est encouragée au sein de leurs organisations, les éléments rassemblés au cours de l'étude donnent une vision plus positive de la situation, 57% des établissements travaillant à la réalisation des objectifs de l'EPT de manière non explicite ou intentionnelle. Ceci signifie qu'ils travaillent dans la perspective de l'EPT mais sans utiliser les intitulés ou les labels de l'UNESCO. Les thèmes de l'EPT étaient généralement manifestes dans les programmes d'enseignement ou de formation et dans les sujets transversaux abordés dans les curricula, la recherche et les activités de soutien. Bien qu'il soit positif de constater une telle activité autour des objectifs de l'EPT, il sera très difficile pour les agences de l'EPT de mesurer les résultats atteints si les EES continuent d'adopter une approche si peu explicite : les EES doivent être encouragés à lier explicitement chacune de leurs activités dans ce domaine à la réalisation des objectifs de l'EPT.

IL EST NÉCESSAIRE D'ÉTABLIR DES PARTENARIATS EFFICACES

L'étude suggère qu'il existe un besoin de plus en plus évident

d'établir un nouveau « partenariat à quadruple hélice » réunissant les universités, les gouvernements, le secteur privé et le secteur associatif de manière innovante et utile. Un exemple de ce type d'efforts est incarné par le Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab (J-PAL), accueilli au sein du Massachusetts Institute of Technology, qui mène des activités de recherche et travaille en partenariat avec des organisations internationales, des gouvernements nationaux et locaux, des ONG spécialisées dans le développement et le secteur privé, dans le but d'évaluer l'impact des politiques de lutte contre la pauvreté. L'un de ses projets est l'Africa Program for Education Impact Evaluation (APEIE), dont l'objectif est de renforcer la capacité des pays de la région à soutenir les plans pour le secteur de l'éducation dans le cadre de la mise en œuvre accélérée de l'Éducation pour Tous.

De par leur ampleur, les défis liés à l'EPT ne peuvent pas être relevés par un établissement travaillant individuellement mais

via des partenariats efficaces avec tous les acteurs engagés : c'est de cette manière que

Les défis liés à l'EPT ne peuvent pas être relevés par un établissement travaillant individuellement.

les objectifs de l'EPT pourront être atteints. Et comme l'a déclaré le Président de l'AIU, « l'enseignement supérieur fait partie d'un écosystème émergent, caractérisé par une série de nouveaux partenariats et alliances qui continueront d'évoluer pour devenir le catalyseur du développement » (de la Fuente, 2010).

LES TIC POURRAIENT ÊTRE LA VOIE À SUIVRE

Les nouvelles TIC telles que les données corrélées, le Web sémantique, l'intelligence collective sur Internet, etc., ont un potentiel intéressant permettant de multiplier les exemples de bonne pratique dans l'ES. L'initiative 'Linking University Content for Education and Research Online (LUCERO)' de l'Open University (OU), RU, est un exemple pratique qui pourrait être mis à profit pour l'EPT. Cette initiative est intéressante, non seulement car elle rassemble les connaissances au sein de l'établissement mais aussi car l'établissement met ces informations à disposition de chacun,

qu'il/elle soit impliqué(e) formellement ou non dans l'OU – c'est-à-dire impliquée dans les initiatives relatives aux ressources éducatives libres.

Ces nouvelles TIC devraient être utilisées pour identifier des expériences intéressantes sur le plan social; des exemples

de bonne pratique tirés du secteur de l'ES, et devraient être développés en partenariats. Ceci permettrait de les rendre visibles sur les plateformes Web communautaires et ainsi augmenter leur nombre.



RÔLES DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DANS LE FINANCEMENT DE L'ÉDUCATION DE BASE : ENJEUX ET PERSPECTIVES

par **Moussa Mbegnouga**, Etudiant au doctorat, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal
(wellimy_wm@yahoo.com)



Le concept de l'éducation pour tous (EPT) est conçu à l'aune de la

Conférence mondiale de Jomtien (Thaïlande) en 1990. Il demeure aujourd'hui un ambitieux projet dont la réalisation nécessite entre autres besoins fondamentaux, beaucoup de moyens financiers.

Pour les gouvernements, surtout ceux des pays du Sud, la frénétique recherche de manne financière pour réaliser des programmes afférents à l'éducation de base constitue un véritable tonneau des Danaïdes. Ne serait-il pas à cet effet, important de mettre en synergie l'ensemble des forces vives afin de trouver une solution durable à cette problématique de financement? En réponse à cette question, il nous semble pertinent d'analyser dans cet article, les rôles que les établissements d'enseignement supérieur (EES) sont en mesure de jouer dans cette dynamique de recherche des moyens financiers et d'alternatives à ceux-ci.

En un premier lieu, les EES pourraient, grâce aux investissements des bailleurs de fonds, valoriser leurs offres de formations afin que celles-ci soient plus pertinentes et qu'elles puissent assurer la qualité du personnel formé (corps enseignant et de contrôle) au profit des élèves des écoles de base. Sur ce point, l'accord de partenariat relatif au Master DIPE (Master en développement intégré de la petite enfance) qui lie la FASTEF (Master en développement intégré de la petite enfance) au Ministère en charge de la petite enfance au Sénégal pourrait servir de paradigme.

Dans ce même ordre d'idée, il s'agira ensuite, dans le cadre de la recherche, de soutenir les travaux des étudiants (mémoires et thèses) et des enseignants-chercheurs (études postdoctorales, articles scientifiques et communications) qui traitent de sujets liés à l'éducation. Car c'est surtout par le biais de la recherche que l'enseignement supérieur arrive à produire des connaissances propices à la planification et à la réforme de l'éducation de base et à aider à la prise de décision des gouvernements, des ONG et des institutions des Nations-Unies qui œuvrent dans le domaine de l'éducation.

Enfin, il s'agira de prêter une plus grande attention aux prestations de services des EES. Le mouvement associatif des étudiants joue sur ce plan un important rôle de sensibilisation

et d'animation culturelle à l'endroit des collectivités locales. A titre d'exemple, l'UCAD comptait en 2009/2010 quelque 180 associations d'étudiant logées au Centre des Œuvres universitaires de Dakar (COUD). Ces dernières s'investissent beaucoup dans des missions de développement communautaire.

En rapport avec leurs activités de vacances, les étudiants organisent au profit des élèves de leurs localités d'origine des cours de renforcement des capacités. Ce qui est nettement appréciable dans le contexte de l'exécution du programme de l'EPT.

Pilotées par le Rectorat, l'UCAD organise aussi chaque année depuis 2000 des activités citoyennes (ACU) d'alphabétisation des populations adultes situées en milieu rural par des étudiants.

En second lieu, les EES pourraient puiser dans leurs ressources financières, aussi maigres soient-elles, pour contribuer au financement de l'éducation de base, via leurs fondations et les individus qui les composent.

L'UCAD s'est dotée en 2009 d'une fondation dénommée: la FUCAD (Fondation de l'Université Cheikh Anta Diop). Entre autres populations-cibles appelées à pourvoir des fonds à la fondation figurent: les «entreprises publiques et privées qui disposent de ressources humaines provenant principalement de l'Université» et les «diplômés qui doivent leurs positions sociales aux formations obtenues à l'Université».

Les bonnes volontés ont la latitude de faire leurs dons à la fondation soit en «nature» soit en «numéraires». Ces œuvres caritatives devraient permettre à la FUCAD d'atteindre ses objectifs qui s'articulent autour de quatre points à savoir:

- soutenir la recherche
- financer la pédagogie
- financer le management académique et
- soutenir le social des étudiants.

La FUCAD pourrait, au-delà de ces objectifs qu'elle s'est assignée, inclure dans son «Business plan» une nouvelle ligne budgétaire

Les étudiants organisent au profit des élèves de leurs localités d'origine des cours de renforcement des capacités. Ce qui est nettement appréciable dans le contexte de l'exécution du programme de l'EPT.

afin de jouer un rôle dans le financement de l'éducation de base. Etant donné que les donateurs de la FUCAD souscrivent à hauteur de 10.000F à plus de 500.000F CFA, la structure peut opérer, une fois les fonds collectés, une ponction sur la masse financière et réinvestir la somme dans des projets éducatifs que l'UCAD pilotera. Ceci, d'autant plus que l'institution abrite nombre d'établissements comme la FASSTEF, l'ENSETP (Ecole normale supérieure d'enseignement technique et professionnel), ... qui s'activent dans le domaine de l'éducation.

L'autre facteur sur lequel on peut s'appuyer pour impulser une nouvelle dynamique de financement de l'éducation de base par le biais des EES demeure le potentiel humain de ces derniers. De concert avec la FUCAD, les universitaires de toutes obédiences confondues (étudiants, enseignants et personnel administratif et technique) peuvent être mis à contribution dans cette quête de fonds. L'UCAD comptait d'après les statistiques de la Direction

de l'Enseignement et de la Réforme (DER) et de la Direction des Ressources Humaines de l'UCAD une population d'environ 60.000 individus en 2009-2010. C'est dire simplement qu'en raison de son potentiel humain, que l'UCAD est en mesure de collecter au moins une fois dans l'année près de 30.000.000 francs CFA en demandant à ses ressources humaines un montant symbolique de 500F CFA en guise de contribution volontaire.

Pour conclure, l'enseignement supérieur joue un rôle important en matière de financement du programme mondial de l'EPT. En abritant des structures pédagogiques, en assurant la tutelle des travaux de recherche des étudiants et des enseignants-chercheurs et en conduisant des projets de développement, l'UCAD, comme tout autre EES, occupe une place assez remarquable dans le financement de l'éducation de base. A travers la fondation qu'elle abrite et son potentiel humain, l'UCAD pourrait s'impliquer encore plus.



OPPORTUNITÉS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR POUR LES ÉTUDIANTS HANDICAPÉS À L'UNIVERSITÉ DE DELHI, INDE

par **Neerja Sharma**, Professeure associée, Département du développement humain et des études sur l'enfance, Vice-principale, Lady Irwin College, Université de Delhi, Inde, et Membre du Groupe de référence de l'AIU sur l'enseignement supérieur et l'EPT. (neerja.lic@gmail.com)



Les nations auxquelles on attribue le terme « pays en développement » sont

confrontées à de nombreux défis pour répondre aux objectifs de l'ONU de l'Education pour Tous (EPT). En Inde, l'accent est mis à juste titre sur la promotion de l'enseignement élémentaire universel ; je souhaiterais cependant attirer l'attention du public sur l'objectif EPT 3 qui demande aux pays de « développer

l'apprentissage et les savoir-faire auprès des jeunes et des adultes ». Les établissements d'enseignement supérieur (EES) ont un rôle crucial à jouer dans la réalisation de

protègent, soutiennent et responsabilisent les personnes handicapées sont assez solides et comprennent la Loi de 1995 sur les personnes handicapées (en cours de révision) et le National Trust Act de 1999. En vertu de la loi, les EES ont l'obligation de réserver 3% de leur effectif aux personnes handicapées. Malgré tout, un rapport de l'Université de Delhi indique qu'en 2006, sur les 500 000 étudiants des départements de l'université et des 56 collèges affiliés, on comptait moins de 1000 étudiants handicapés.

CELLULE « ÉGALITÉ DES CHANCES »

Au vu des écarts en termes d'opportunité pour les groupes de jeunes marginalisés, l'Université de Delhi a créé une Cellule « égalité des chances » en 2006. Elle a pour objectif de répondre aux besoins éducatifs des étudiants handicapés, de ceux appartenant aux castes et tribus répertoriées et d'autres classes arriérées. Elle dispose d'installations spécialisées telles qu'un centre d'études informatisé, des livres en braille, des livres parlants et des manuels électroniques. Elle propose des programmes à court terme pour les étudiants handicapés et des programmes destinés aux étudiants valides pour les préparer à travailler avec les étudiants handicapés. Chaque collège affilié aura bientôt sa propre cellule « égalité des chances ».

Je présente ici une brève étude de cas de la cellule « égalité des chances » de mon collège pour illustrer comment ses prestations ont permis de former des étudiants handicapés. En 2008, Rina¹, qui souffrait de cécité totale a été admise au Lady Irwin College, Université de Delhi. Le programme interdisciplinaire triennal du collège exige des étudiants de

1. Le prénom de l'étudiante a été modifié afin de protéger son identité. L'autorisation de Rina a été obtenue avant d'écrire cet article sur elle.

Les nations auxquelles on attribue le terme « pays en développement » sont confrontées à de nombreux défis pour répondre aux objectifs de l'ONU de l'Education pour Tous (EPT).

cet objectif en dispensant un enseignement et une formation à tous ceux qui franchissent le seuil de leurs portes.

Chaque segment de la population compte des groupes de gens qui deviennent marginalisés à cause de barrières sociales, économiques, raciales ou géographiques ou en raison d'un éloignement de la société suite à un changement d'attitude. En Inde, l'un de ces segments concerne les étudiants handicapés. Cet article est axé sur l'éducation des étudiants handicapés à l'Université de Delhi, Inde.

LE SCÉNARIO INDIEN

L'Etat indien reconnaît de nombreux groupes de personnes qui invitent à une action positive. Ceci concerne notamment les personnes handicapées, enfants ou adultes. Les lois qui

suivre des matières telles que la physique, la chimie, la biologie, l'alimentation et la nutrition, la science des tissus, les études sur l'enfance, l'ergonomie et la communication, qui requièrent toutes un travail important en laboratoire et sur le terrain.

J'étais coordinatrice de la cellule « égalité des chances » au sein du collège (2008-2010) et étais par conséquent l'enseignante en charge de répondre aux besoins spécifiques des étudiants handicapés. J'ai appris que Rina avait perdu la vue à l'adolescence et qu'elle était l'aînée d'une famille rurale à faibles revenus composée de sept membres. Elle avait appris à se servir d'un ordinateur et de ses compétences nécessaires à la mobilité après sa scolarité.

SENSIBILISER LES ENSEIGNANTS ET LES PAIRS

En tant que coordinatrice de la cellule « égalité des chances », j'ai rencontré mes collègues pour leur demander que Rina puisse enregistrer leurs cours. Certains ont eu des appréhensions et ont refusé mais ont accepté d'aider Rina en dehors des cours. Beaucoup d'entre eux pensaient qu'elle ne s'en sortirait pas sans la vue. Des discussions ont eu lieu avec les professeurs pour modifier les processus de direction des travaux pratiques sans remettre en cause les principes s'y afférant.

Les camarades de classe de Rina sont vite devenus attentifs à ses besoins. J'ai dû les prévenir de ne pas la laisser devenir trop dépendante ni de la négliger ; mais ils ont rencontré des difficultés à trouver un équilibre entre les deux. Pour les travaux pratiques, elle travaillait en binôme. Il était important d'être en contact avec Rina et je lui parlais donc fréquemment et l'autorisais à m'appeler n'importe quand sur mon téléphone portable. J'ai réalisé que ceci donnait à Rina confiance en elle et elle me téléphonait souvent pour discuter de ses difficultés et de ses réussites.

SOUTIEN DE LA CELLULE ET DU COLLÈGE

La cellule « égalité des chances » de l'Université de Delhi a apporté un soutien à l'éducation de Rina en enregistrant des chapitres de manuels scolaires et d'autres matériels pédagogiques sur CD. Des étudiants bénévoles du collège ont enregistré de nombreux documents sur des magnétophones. Le collège lui a apporté un soutien financier en prenant en charge ses frais d'inscription et d'hébergement. Le collège était autorisé à fournir à Rina un scribe pour les examens écrits et à faire les modifications appropriées pour les examens pratiques. Rina a donc réussi ses deux premières années d'études. A l'heure où cet article est publié, elle a dû se présenter aux examens de troisième année.

ENSEIGNEMENTS À TIRER POUR LE COLLÈGE ET LES AUTRES EES

Selon moi, les caractéristiques essentielles du contexte éducatif de Rina qui ont facilité l'obtention de son diplôme d'enseignement supérieur sont : un enseignant empathique à sa disposition pour une interaction privilégiée ; la reconnaissance par l'administration du collège du besoin d'une approche individualisée pour son éducation ; la légitimité via la cellule « égalité des chances » de l'Université de Delhi d'avoir accès à des droits au sein de la cellule « égalité des chances » du collège ; et la légitimité de la coordinatrice de la cellule du collège de solliciter le soutien des enseignants, des étudiants et d'autres membres du personnel.

Référence : Handbook and guide for students with disabilities: Equal Opportunity Cell, Université de Delhi, Delhi, Inde, 2010. <http://eoc.du.ac.in>



NOUVEAU PROCESSUS D'ACCÈS À L'ES POUR RÉDUIRE LE NOMBRE D'ÉLÈVES QUI ABANDONNENT LEURS ÉTUDES SECONDAIRES ?

par **Leandro R. Tessler**, Directeur des relations internationales, Unicamp, Brésil (tessler@reitoria.unicamp.br)



Il y a de nombreuses années, j'ai vu un documentaire à la télévision sur la Corée

du Sud. La scène la plus marquante montrait un enseignant en train de laver avec un tuyau un enfant très sale à son arrivée à l'école à la fin des années 1950. Dans le même temps, une voix off informait le téléspectateur que l'enfant était à l'école car ses parents avaient été convaincus par les travailleurs sociaux que, sans une éducation appropriée, leurs enfants seraient condamnés à vivre comme eux dans la pauvreté. Depuis ce jour, je me demande toujours pourquoi un tel argument n'a pas la même résonance dans d'autres pays et pourquoi les enfants continuent d'abandonner l'école. Au Brésil, seulement 23 % de la population a terminé ses études secondaires. La plupart

des abandons scolaires se produisent durant cette période, seulement un tiers des élèves achevant leur scolarité. Seulement 15 % des 18-24 ans s'inscrivent dans des établissements d'enseignement supérieur.

Une cause importante de l'abandon des études secondaires émane de la perception des étudiants qui considèrent que ce diplôme ne sera pas suffisant pour les aider à avoir une meilleure vie ou un meilleur emploi.

Il ne garantit pas le statut social que garantit l'enseignement supérieur. De par le nombre limité d'étudiants qui suivent des études supérieures, l'enseignement supérieur a une telle valeur sociale et économique que si un Brésilien diplômé de

Les pauvres ont des raisons de se sentir exclus de l'accès à l'enseignement supérieur.

l'enseignement supérieur est condamné pour un délit, il/elle aura droit à une cellule spéciale.

Les pauvres ont des raisons de se sentir exclus de l'accès à l'enseignement supérieur, surtout dans une université publique gratuite et prestigieuse où l'accès est limité et les étudiants admis en fonction de leurs résultats aux examens d'entrée. Le recours aux examens s'explique par le fait que les candidats qui ont les meilleurs résultats sont les étudiants les mieux préparés et ceux qui ont le plus grand potentiel d'apprentissage et la capacité de contribuer à la société à l'avenir, rendant d'une certaine manière à la société ce que le gouvernement a investi dans leur formation. Cependant, les résultats de ces dernières années montrent que les examens sont caractérisés par un fort déséquilibre social : au lieu de sélectionner les étudiants les plus compétents, ils tendent à sélectionner les étudiants les plus compétents parmi les plus riches car ces derniers ont accès à une formation préalable plus poussée et plus complète. Il existe même un secteur prospère qui dispense des cours coûteux pour préparer les étudiants à ces examens.

Les programmes d'action positive ont permis de réduire ce déséquilibre social. Cependant, en plus d'être très controversée, l'action positive sous la forme de quotas ou de points de bonus est seulement parvenue en partie à offrir l'accès aux étudiants issus de milieux défavorisés.

L'opinion publique considère que les candidats pauvres n'ont aucune chance de réussir les examens d'entrée. Ceci entraîne l'auto-exclusion (les diplômés d'écoles publiques implantées dans les quartiers pauvres n'essaient même pas de passer ces examens) et pire encore, l'abandon scolaire. L'abandon des études secondaires concerne principalement les étudiants préférant trouver un emploi que suivre des études supérieures.

En ce qui concerne la sélection des étudiants, une approche radicalement différente a été mise en œuvre (2011) sous la forme

d'un programme pilote proposé à l'Université de Campinas (Unicamp) au Brésil. Un cursus de deux ans a été mis en place pour dispenser un enseignement général aux étudiants ayant obtenu les meilleurs résultats de chaque école publique implantée dans la région voisine de l'université et qui pourront ensuite être admis dans l'un des programmes de premier cycle traditionnels proposés par l'Université. Ce programme adapte aux conditions locales la règle des « meilleurs 10% » appliquée par l'Université du Texas (UT). Certaines différences méritent toutefois d'être soulignées : alors que l'UT compte sur les écoles secondaires pour établir un classement des étudiants, il n'existe pas de culture de l'évaluation ni de classement des étudiants chez les enseignants du secondaire au Brésil : un instrument externe comme l'examen national de fin d'études secondaires est en principe plus fiable ; le pourcentage d'étudiants lauréats est inférieur à 10% en raison de contraintes culturelles et techniques. Mais comme au Texas, un grand nombre d'écoles publiques dans le domaine n'ont jamais réussi à faire entrer un seul étudiant à l'université. Une sélection basée sur les meilleurs résultats obtenus dans une école et non sur les meilleurs résultats de la population totale peut faire entrer à l'université des étudiants très talentueux qui, en raison de leurs conditions sociales, ne pourraient même pas rêver d'intégrer un établissement prestigieux. Ceci modifiera, espérons-le, les attentes des écoliers et sera une très bonne raison de ne pas abandonner l'école. A long terme, des programmes comme celui-ci pourraient contribuer à réduire l'abandon scolaire. L'accès à l'université deviendra une possibilité réelle même pour les étudiants issus de quartiers très pauvres.

Dans les pays en développement, l'éducation doit être considérée par les pauvres comme le passeport vers une vie bien meilleure, comme pour la Corée du Sud il y a 50 ans.



LIRE À L'ÉCOLE ET À L'UNIVERSITÉ

par *Jocelyne Trouillot-Lévy, Présidente, Caribbe University, Haiti (jotrouillot@yahoo.com)*



L'enseignement supérieur ne peut jouer son rôle de promoteur de la recherche et du savoir et de pivot du développement

économique et social sans s'impliquer dans les activités liées à l'apprentissage de la lecture à tous les niveaux. La lecture demeure jusqu'à présent l'axe principal, le support indispensable pour accéder à toute connaissance qui va au delà de la connaissance empirique.

Cependant, les institutions d'enseignement supérieur ne savent pas toujours comment faire pour jouer un rôle actif dans la promotion de la lecture.

Nous présentons ici quelques-unes des activités de promotion de la lecture à l'Université Caraïbe. De façon générale, nous distinguerons les activités de promotion à l'intérieur de l'institution et les actions externes ou en partenariat.

RÉORIENTER DE L'INTÉRIEUR

Les facultés et les départements sont encouragés à vulgariser leurs connaissances en développant des fascicules, posters et autres documents qui soient accessibles à différents groupes allant des enfants aux adultes. Dans le cadre d'une foire agricole par exemple, une fiche technique sur les mangues peut servir d'appui à la lecture.

Les étudiants en Sciences de l'Éducation sont systématiquement encouragés à participer à des projets de recherche et à des études sur le redoublement et la déperdition scolaire dans leur relation à l'apprentissage de la lecture.

OPTIMISATION DES COURS ET LITTÉRATURE ORALE

Divers cours, tels le cours de Littérature Enfantine et le cours d'Elaboration et de Développement de Matériel Didactique, ont conduit à d'intéressantes publications de soutien à la lecture. Compte-tenu du manque d'ouvrages et de bibliothèques

dans les milieux où il y a un faible taux de scolarisation, les enseignants-chercheurs et les étudiants s'engagent dans la collecte et le traitement des matériaux de littérature orale pour développer du matériel éducatif. Répertoire des contes, proverbes, légendes et chansons débouche souvent sur la production de documents de support à la lecture. Des abécédaires et des manuels de lecture, aussi bien que des textes de fiction pour les jeunes, ont ainsi été publiés et diffusés à travers le pays.

Un autre moyen important d'apporter son appui à l'enseignement de la lecture a été l'utilisation des presses de l'Université : les Editions CUC Université Caraïbe. Ces Editions sont devenues au cours de ces dernières années l'un des plus grands producteurs de livres pour enfants dans le pays.

S'ASSOCIER POUR MULTIPLIER L'IMPACT

Former des partenariats avec les associations locales et étrangères est aussi un des moyens utilisés par l'université pour la promotion de la lecture.

RÉSEAU D'ÉCOLES ET ASSOCIATIONS

L'Université a ainsi établi un réseau d'une centaine d'écoles, le Réseau Excellence, qui permet à ces dernières de rester en contact et de bénéficier de l'encadrement des professeurs de la Faculté des Sciences de l'Éducation, notamment en matière de didactique de la lecture. L'Université, avec d'autres partenaires et représentants des communautés locales, est membre fondateur de la section nationale de Ibby (International Board on Books for Young People). Ayibby a ainsi depuis sa création, il y a environ quatre ans, organisé en partenariat avec l'Université des projets divers tels que la Caravane de la Lecture pour la promotion de la lecture dans des coins reculés du pays, des expositions d'ouvrages de fiction pour enfants et adolescents, des journées portes ouvertes pour les parents autour de l'importance de la

lecture. Actuellement un projet d'encadrement de jeunes filles non alphabétisées est à l'étude. Ce projet est très important car en touchant les femmes et futures mères, il touche aussi les enfants qui entreront à l'école dans les prochaines années : ces derniers auront plus de chance à réussir leur apprentissage de la lecture puisqu'ils pourront être encadrés par leurs mères.

LEADERSHIP

L'université peut aussi être le lieu de réflexion et d'action autour de questions clés touchant l'apprentissage de la lecture telles que l'utilisation de la langue maternelle. Ainsi, l'Université Caraïbe est devenue l'un des principaux promoteurs de l'enseignement de la lecture dans la langue nationale. Des écrits, des conférences et des débats autour de la question permettent de vulgariser l'idée qu'il est plus facile pour un élève d'apprendre à lire dans sa langue maternelle.

Les universités qui disposent d'une école d'application peuvent contribuer à la promotion de la lecture en faisant connaître les succès et limites des pratiques en matière d'enseignement de la lecture. L'école d'application de l'Université, le Collège Universitaire Caraïbe, présente un modèle d'opérationnalisation des nouvelles techniques d'apprentissage de la lecture en langue maternelle.

Tout comme les recherches médicales et pharmacologiques et leurs aboutissements concrets permettent aux universitaires de contribuer à maintenir la santé du corps, les recherches en éducation et sur l'efficacité des pratiques scolaires permettent aux universités de contribuer à garantir la santé de l'esprit.

En conclusion, les universités ont tout à gagner en s'impliquant dans des activités de promotion de la lecture. Elles contribueront ainsi à consolider les champs de savoir en éducation et en didactique tout en participant directement au progrès social.



PROJET DE L'AIU SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET LA RECHERCHE AU SERVICE DE L'EPT ET DES OMD QUI Y SONT LIÉES

par **Isabelle Turmaine**, Directrice, Centre d'Information et Services de Communication, AIU (i.turmaine@iau-aiu.net) et **Nadja Kymlick**, Consultante junior pour le projet (n.kymlick@iau-aiu.net)



En chiffres, l'initiative EPT est un succès.

Pour cette raison, mais également en raison de la grave récession économique à laquelle sont confrontés de nombreux pays (surtout du côté des donateurs dans le domaine de l'EPT) et du nombre croissant de questions urgentes à traiter dans le monde entier (réduction de la pauvreté; catastrophes naturelles et technologiques, etc.), on note un recul de l'EPT dans la liste des principales priorités à l'échelle internationale.

Cela étant, tout le monde ne va pas à l'école, les cours dispensés ne sont pas tous de qualité ni adaptés aux nouveaux besoins de formation/alphabétisation locaux, le nombre d'abandons scolaires dépasse le nombre d'enfants non scolarisés, et on observe une perte croissante de confiance dans les programmes éducatifs chez les personnes qui se retrouvent souvent obligées de consentir des efforts considérables pour scolariser leurs enfants ou suivre eux-mêmes une formation. Et il est par ailleurs prouvé que les derniers obstacles qui empêchent d'atteindre un objectif sont les plus difficiles à surmonter à la fois en termes de moyens et de méthodes.

En outre, l'engagement en faveur d'une éducation de base de qualité dès la naissance dans tous les types d'enseignement et pour tous les enfants, jeunes et adultes, sans oublier de prendre en compte le besoin de construire un environnement intellectuel et scientifique solide dans le cadre de la Déclaration mondiale sur l'EPT (Jomtien, Thaïlande, 1990) s'est peu à peu réduit au fil du temps pour couvrir aujourd'hui principalement l'enseignement primaire destiné aux enfants scolarisés.

Et nous savons aujourd'hui avec certitude, d'après les données recueillies par l'équipe du Rapport mondial de suivi sur l'EPT et d'autres sources (Banque mondiale, UNICEF, etc.), que les 6 objectifs de l'EPT établis à Dakar, Sénégal, en 2000 pour promouvoir l'initiative, ne seront pas atteints d'ici à 2015.

L'initiative de l'AIU visant à renforcer les liens entre les trois missions de l'enseignement supérieur (enseignement,

recherche, services communautaires) et l'EPT est également un succès. Pour la première fois depuis la création du Groupe de haut niveau (HLG) au service de l'EPT, l'AIU a été invitée à représenter la communauté de

L'initiative de l'AIU visant à renforcer les liens entre les trois missions de l'enseignement supérieur (enseignement, recherche, services communautaires) et l'EPT est également un succès.

l'enseignement supérieur lors de sa réunion organisée par et à l'invitation de l'UNESCO. Ceci est d'autant plus important que le HLG, composé seulement de 40 responsables de l'éducation du monde entier – s'est réuni cette année à Jomtien, Thaïlande, 20 ans après le lancement de l'initiative EPT dans la même ville. La participation de l'AIU a donné lieu à l'inclusion de la phrase suivante dans la Déclaration 2011 de Jomtien « L'enseignement supérieur et la recherche jouent un rôle crucial en vue d'améliorer la qualité de l'éducation ».

En effet, les établissements d'enseignement supérieur et les associations d'universités n'ont pas tous connaissance de l'EPT. Ils ne savent pas comment contribuer à cette initiative et seulement une poignée d'entre eux a déjà réfléchi à la manière de composer avec les élèves qui n'ont pas achevé leur cycle d'études secondaires. Plus généralement, les preuves ne sont aujourd'hui pas suffisantes pour déterminer l'impact de l'initiative sur la société dans son ensemble.

A l'inverse, les acteurs clés, les gouvernements, et les ONG locales, régionales et internationales ne considèrent pas forcément les établissements d'enseignement supérieur, surtout au niveau local, comme de possibles partenaires dans le développement et la mise en œuvre d'activités liées à l'EPT. Pourtant, des données probantes indiquent que pour accroître le développement humain, économique et social, une masse critique d'individus ayant suivi des études secondaires et supérieures est nécessaire, et dans la mesure où la qualité de l'enseignement supérieur dépend de la qualité d'une formation préalable, il apparaît raisonnable de considérer l'enseignement supérieur comme un partenaire au service de l'élaboration de politiques éducatives.

Ces deux succès et leurs aspects moins positifs ont conditionné la décision de l'AIU de rester impliquée dans l'EPT et de continuer de promouvoir une meilleure participation de l'enseignement supérieur à l'initiative, surtout au niveau local.

La prochaine phase du projet, qui doit débiter en septembre 2011, regroupera :

■ Actions de promotion

- Diffusion des recommandations de la réunion du Groupe de haut niveau ;
- Suivi des recommandations de l'AIU aux côtés de l'UNESCO, d'autres OIG, d'organisations et associations régionales, d'instituts de recherche et d'établissements d'enseignement supérieur à travers le monde ;
- Renouvellement du Groupe de référence : Le projet précédent a montré qu'une partie de sa réussite était due à la bonne organisation et la diversification du Groupe de référence. Le Groupe sera renouvelé et un appel à participation sera lancé pour l'aider à être aussi productif qu'avant et refléter les points de vue des régions sous-représentées ;
- Instrument de suivi : Suivi des deux premiers ateliers interactifs de renforcement des capacités, et étant donné que ce type d'activités ne bénéficie souvent d'aucun suivi, nous développerons, avec les participants de chaque atelier, des instruments visant à suivre les plans d'action convenus et évaluer les possibles retombées.
- Prise en considération des arguments liés aux avantages concurrentiels d'engager l'enseignement supérieur en faveur de l'EPT.

■ Actions de sensibilisation

- Amélioration et renforcement de l'information sur le portail HEEFA : le portail HEEFA regroupant les projets et experts de l'enseignement supérieur sur les questions liées à l'EPT a été lancé en 2010. Il doit être maintenant consolidé de façon à inclure le maximum de projets et d'experts du monde entier. Basé sur les tests entrepris, le portail sera amélioré de façon à devenir plus convivial, et plusieurs activités et outils de promotion seront développés.
- Ateliers de renforcement des capacités : les ateliers de renforcement des capacités organisés au Mexique et au Burkina Faso ont montré qu'une telle initiative était nécessaire (rassembler tous les acteurs de l'EPT et la communauté de l'enseignement supérieur dans la collaboration et le dialogue intersectoriels au niveau local) et qu'elle pouvait amener à des résultats concrets répondant aux besoins locaux. Il est à présent nécessaire de concevoir un modèle basé sur ces deux sessions pour qu'il puisse être reproduit dans d'autres pays. Les prochains ateliers devraient être organisés suite à un appel à participation pour permettre aux pays de déterminer eux-mêmes ce qui est pertinent en fonction de leurs besoins spécifiques.
- La phase de suivi du projet de l'AIU est encore en cours de développement. Les commentaires et/ou idées pour l'améliorer sont donc les bienvenus. Nous attendons également avec impatience votre participation en tant qu'expert (Groupe de référence et portail HEEFA), fournisseur de données (portail HEEFA), participant (session de renforcement des capacités), ou partenaire à l'ensemble ou à une partie du projet.

Restez informés des derniers développements du projet en vous inscrivant gratuitement au bulletin d'information bimensuel de HEEFA sur www.heefa.net/node/11 ; consultez régulièrement le

portail HEEFA (www.heefa.net) et le portail de l'AIU (www.iau-aiu.net) et contactez-nous : Nadja KYMLICKA (n.kymlicka@iau-aiu.net) ou Isabelle TURMAINE (i.turmaine@iau-aiu.net) si vous avez

besoin d'une clarification ou si vous souhaitez participer à la seconde phase du projet.

Bibliographie – Enseignement supérieur et éducation pour tous (EPT) :

UNESCO Jomtien Statement – Meeting of the 10th High-level Group on Education for All, UNESCO / Jomtien, Thaïlande, 2011. <http://unesdoc.unesco.org/images/0019/001919/191931e.pdf>

Learning for all: investing in people's knowledge and skills to promote development: Education Strategy 2020, Banque mondiale 2011, Washington, DC, http://siteresources.worldbank.org/EDUCATION/Resources/ESSU/Education_Strategy_4_12_2011.pdf

The hidden crisis: armed conflict and education; EFA global monitoring report, 2011 / UNESCO – Paris, 2011. ISBN 978-92-3-104191-4

L'éducation pour l'inclusion: de la recherche aux réalisations pratiques, Clementina Acedo, Abdeljalil Akkari, Karine Müller, Eds. UNESCO – IBE Conférence internationale de l'éducation 2009, UNESCO-IBE 2010. ISBN 978-92320-41616

Universities and development: global cooperation, Londres, Universities UK, 2010. ISBN 9781 84036 226 8

EFA global monitoring report, 2010: Reaching the marginalized – UNESCO, 8^e Ed. Paris/ Oxford, UK: Oxford University Press, 2010 - ISBN 978-92-3-104129-7 (En)

EFA politics, policies, and progress: Create pathways to access, Angela Little, University of Sussex [UK], Consortium for Educational Access, Transitions and Equity [CREATE] – Brighton: CREATE, 2009. ISBN 0-901881-23-6

L'enseignement supérieur peut-il et doit-il contribuer à tous les niveaux et types d'enseignement? Nadja Kymlicka, Isabelle Turmaine, Association internationale des Universités – Paris, IAU, 2009. ISBN 978-92-9002-184-1

Contribution of Higher Education and Research to Education for All (EFA), N. V. Varghese. Paris: UNESCO, 2008 <http://unesdoc.unesco.org/images/0018/001800/180085e.pdf>

Developmental Dialogues in the Context of Education for All and Quality Assurance in Higher Education – UNESCO European Center for Higher Education [CEPES] – Dans: *Higher Education in Europe / Enseignement*

supérieur en Europe, v. 30, no. 3-4, 2005 ISSN 0379-7724

Education For All: calling higher education to a higher calling, Georgetown University [USA], USA, 2005.

Higher education and women: deconstructing the rhetoric of the Education for All [EFA] – Mary Ann Maslak, UNESCO European Center for Higher Education [CEPES]; Dans: *Higher Education in Europe / Enseignement supérieur en Europe*, v. 30, no. 3-4, pp. 277-294, 2005 - ISSN 0379-7724

Tertiary education and education for all: establishing policy linkages, Victor Ordoñez / UNESCO European Center for Higher Education [CEPES] – Dans: *Higher Education in Europe / Enseignement supérieur en Europe*, v. 30, no. 3-4, pp. 267-275, 2005, ISSN 0379-7724

➔ POUR PLUS DE RÉFÉRENCES SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET L'ÉDUCATION POUR TOUS, veuillez consulter la Base de données bibliographique mondiale sur l'enseignement supérieur maintenue par l'AIU : HEDBIB.

<http://hedbib.iau-aiu.net/>

Mots clés : Education pour tous.

HEDBIB
International Bibliographic Database on Higher Education

➔ LES DOSSIERS THÉMATIQUES DES NUMÉROS PRÉCÉDENTS DE AIU HORIZONS SONT DISPONIBLES EN LIGNE :

- *Enseignement supérieur, collaborations et partenariats* (Vol.16, no.3, janvier 2011)
- *Le processus de Bologne fête ses 10 ans en Europe et dans le monde* (Vol.16, no.2, septembre 2010)
- *L'Enseignement supérieur et la crise économique mondiale* (Vol.16, no.1, avril 2010)
- *Student Learning Outcomes* (Vol.15, no.3, décembre 2009)

- *Les Membres de l'AIU dessinent les contours des nouvelles dynamiques de l'enseignement supérieur* (Vol.15, no.2, juillet 2009)
- *Les Fusions en enseignement supérieur* (Vol.15, no.1, février 2009)

Le dossier thématique du prochain numéro de **AIU Horizons**, vol 17, no.2, qui doit paraître en octobre 2011 portera sur : **L'Accès et le**

succès équitable en enseignement supérieur. Ceci est en lien direct avec la thématique adoptée pour la Conférence internationale 2011 de l'AIU (voir pages 4 & 5 de ce numéro et référez-vous à www.iau-aiu.net pour plus d'information. Pour soumettre une proposition de papier, merci de nous contacter à : h.vantland@iau-aiu.net et/ou iau@iau-aiu.net.



Renforcer les stratégies de prévention du dopage grâce à la recherche en sciences sociales

Comprendre les différences fondamentales entre les sportifs qui ne se dopent pas et ceux qui le font en dépit des règles antidopage et des risques connus pour la santé, contribuera à renforcer l'efficacité des stratégies de prévention du dopage.

Le Programme de bourses de recherche en sciences sociales de l'Agence mondiale antidopage (AMA) a été créé pour contribuer au développement de programmes éducatifs par une approche scientifique. Depuis son lancement en 2005, **ce programme a financé 44 projets pour plus de 1,5 million de dollars américains.**

Programme général de bourses

Le **Programme général** vise à encourager la recherche en sciences sociales dans le domaine de l'antidopage et à fournir des informations scientifiques pour le développement des programmes éducatifs de l'AMA. Le Programme 2012 se concentrera sur les entraîneurs, la jeunesse et les politiques antidopage.

Programme de recherche ciblée

Le **Programme de recherche ciblée** a pour but de développer des stratégies efficaces de prévention du dopage.

Le Comité Education de l'AMA identifie des sujets de recherche en sciences sociales qui nécessitent une attention particulière.

Prix des jeunes chercheurs

Pour encourager des étudiants de niveau maîtrise à s'orienter vers le domaine de l'antidopage, l'AMA lance le **Prix des jeunes chercheurs**. Quatre prix de 2 000 dollars américains seront attribués chaque année pour récompenser des mémoires de recherche qui contribueront au développement de stratégies efficaces de prévention du dopage.

NOUVELLES PUBLICATIONS

Nouvelles Publications de L'AIU

Rapport annuel 2010

Le rapport décrit le travail et les résultats obtenus par l'Association dans chacune de ses thématiques prioritaires et chacun de ses projets durant l'année passée, et comprend les messages du Président et de la Secrétaire générale de l'AIU ainsi que des données sur les adhésions et les finances.

www.iau-aiu.net/association/pdf/annual_report2010.pdf



WHED 2011

Outil le plus complet dans le domaine de l'enseignement supérieur, la base de données mondiale sur l'enseignement supérieur (WHED) 2011 présente toute la base de l'AIU sur l'enseignement supérieur dans le monde (description des systèmes de plus de 180 pays et de plus de 15,000 établissements) sur support CD-ROM et offrant de nombreuses possibilités de recherche croisées.

www.palgrave.com/products/title.aspx?pid=473075



Higher Education Policy (HEP) 24/2, juin 2011

vient de paraître et présente des papiers sur : les politiques d'enseignement supérieur au Canada entre 1990 et 2000 ; les difficultés de financement rencontrées par les universités africaines; les programmes d'admission précoce en Israël ; l'impact de la crise financière mondiale sur l'enseignement supérieur au Japon. Ce numéro contient aussi le Prix AIU/ Palgrave : *Reconsidering Privatization in Cross-Border Engagements: The Sometimes Public Nature of Private Activity*, de Jason E. Lane et Kevin Kinser de l'Université d'état de New York à Albany, Etats-Unis, tous deux des Associés de l'AIU.

Accès institutionnel, politiques et programmes de réussite : résultats d'une autoévaluation de 10 universités pilotes d'Asie et des Amériques

Eva Egron-Polak, Elodie Boisfer / Association Internationale des Universités (AIU), Paris, AIU, 2011, 45 pages.

Ce rapport présente les résultats du projet pilote de l'AIU concernant l'accès équitable et la réussite en enseignement supérieur de qualité, destiné à étudier les approches institutionnelles en place pour améliorer à la fois l'insertion et la progression des étudiants issus de groupes sous-représentés. Dix établissements d'enseignement supérieur, situés dans dix pays différents d'Asie et des Amériques ont testé l'outil d'autoévaluation institutionnel, créé par l'AIU et subventionné par la Banque Mondiale, et destiné à aider les universités à collecter des informations et à analyser leurs pratiques dans ce domaine.

[www.iau-aiu.net/sites/all/files/IAU%20equity%20report%20to%20WB_final\(updated\).pdf](http://www.iau-aiu.net/sites/all/files/IAU%20equity%20report%20to%20WB_final(updated).pdf)

HEP 24/1, mars 2011

Le dernier numéro de la revue *Higher Education Policy (HEP)* comprend des articles sur la satisfaction des étudiants de l'enseignement de premier cycle en Chine, l'enseignement supérieur et les régimes basés sur le service public, l'enseignement à distance en Iran, la diffusion de la politique éducative en Arménie, l'enseignement supérieur, les réseaux politiques et l'entrepreneuriat en Afrique, et la réforme universitaire au Japon.

www.palgrave-journals.com/hep/journal/v24/n1/index.html



Rapport bilingue sur la conférence AIU pour l'innovation concernant l'enseignement supérieur/la recherche et l'EPT/les objectifs du millénaire pour le développement (OMD)

www.iau-aiu.net/sites/all/files/Report_Eng_HEEFACConf.pdf

La conférence pour l'innovation de l'AIU et la réunion de fin de projet, qui se sont tenus à l'UNESCO, en décembre 2010 à Paris, a servi à la fois à évaluer les progrès réalisés pour une meilleure inclusion de l'enseignement supérieur et de la recherche sur l'EPT et les OMD, et à évaluer les réalisations du projet de l'AIU pour définir les étapes à venir. Vous pouvez lire et/ou télécharger le rapport bilingue de la conférence en ligne, il comprend les présentations et rapports dans leur langue d'origine. Une version entièrement en anglais est également disponible.

La promotion du développement durable et de l'éducation pour le développement durable : le rôle des établissements d'enseignement supérieur en Afrique

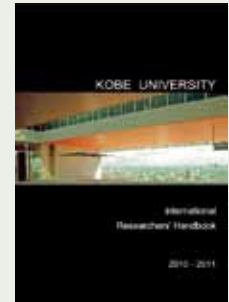
L'Association Internationale des Universités est heureuse d'annoncer la publication du rapport préparé en collaboration avec le Global University Network for Innovation (GUNI) et avec l'Association des Universités Africaines (AUA). Le rapport présente l'ensemble des actions, expériences et pratiques principales que les établissements d'enseignement supérieur (EES) d'Afrique subsaharienne sont en train de développer pour intégrer des principes du développement durable dans leurs activités. Il identifie les tendances émergentes et les axes prioritaires pour l'intégration des principes de développement durable dans le travail des EES d'Afrique subsaharienne et sensibilise au rôle important que les EES peuvent jouer dans la promotion du développement durable dans la région. Le rapport a été présenté à la Conférence des Recteurs, Présidents et Vice-présidents de l'AUA (COREVIP 2011), organisée en juin à Stellenbosch, en Afrique du Sud.



Liste annotée d'une sélection de publications reçues à l'AIU

LE COIN DES MEMBRES

Kobe University, Japon : Edition 2011 du International Researchers' Handbook (Manuel pour les chercheurs internationaux) est disponible en format pdf et contient des informations sur 'Quelles démarches à suivre avant de venir?'; 'Le séjour au Japon'; 'Que faire avant de repartir?'. www.kobe-u.ac.jp/en/info/topics/t2010_04_16_01.htm



« Visions for Change – Recommandations pour des politiques efficaces sur les styles de vie durables » et Rapports nationaux

ISBN : 978-92-807-3116-3

Visions for Change est une publication dont l'objectif est de donner aux décideurs politiques et à toute partie prenante concernée des recommandations quant au développement de politiques efficaces en faveur de styles de vie durables et présente certaines initiatives engagées. Le document résulte de l'Etude mondiale sur les styles de vie durables (GSSL). Celle-ci concernait 8.000 étudiants et jeunes adultes issus de milieux urbains de 20 pays différents, ainsi que de plusieurs établissements d'enseignement supérieur membres de l'AIU. Elle montre trois dimensions essentielles de responsabilisation et de créativité : nouvelles visions du progrès, alternatives comportementales, ainsi que confiance et participation.



Visions for Change présente des conclusions transnationales, ainsi que 16 rapports nationaux au format électronique (CD-ROM), ainsi que les rapports pays.

Soutenue par la Suède (2005-2009), dans le cadre du Processus de Marrakech sur la Consommation et la Production Durables (SCP), la GSSL fut développé conjointement avec l'UNEP, le groupe de travail des styles de vie durables, et des partenaires tels que l'AIU. Voir : www.unep.fr/scp/publications/details.asp?id=DTI/1321/PA

Dernières publications du European University Association (EUA): a. Survey of Master degrees in Europe par Howard Davies, et b. "Building bridges – Making sense of quality assurance in European, national and institutional contexts":

selection de presentations et de papiers du 5^{ème} Forum européen sur l'assurance qualité (EQAF) (University Claude Bernard Lyon I, France in 2010). Ces deux publications sont disponibles en ligne : www.eua.be



L'Agence Universitaire de la Francophonie, (AUF) :

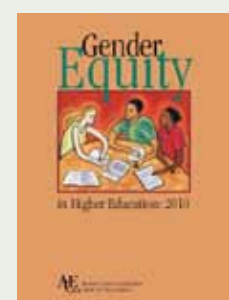
en mars l'agence annonçait le lancement officiel de « **Frantice** », destine à promouvoir les TIC en enseignement à travers le monde et à appuyer la publication de recherche scientifique en français, surtout celle des jeunes chercheurs sur l'utilisation des TIC dans toutes les formes d'enseignement www.frantice.net



American Council on Education (ACE), Etats-Unis: Gender Equity in Higher Education: 2010

analyses les données recueillies par le bureau américain Census et Département de l'éducation américain.

www.acenet.edu/genderequity2010.





NAFSA a publié l'article du Dr. John K. Hudzik intitulé **L'internationalisation totale : du concept à la réalisation** sur son site. L'article dresse un état des lieux de l'internationalisation des campus américains et appelle à adopter une approche globale et réfléchie répondant aux besoins et opportunités spécifique pour chaque établissement. L'article évoque les réflexions stratégiques des hauts fonctionnaires universitaires, doyens, prévôts, ainsi que les « hauts responsables internationaux » dans les facultés et universités qui sont le plus souvent chargées de mener les efforts d'internationalisation.

Voir : www.nafsa.org/internationalization



Sustainability Education: Perspectives and Practice across Higher Education

P.Jones, D.Selby, S.Sterling (Eds.)
Earthscan Publications, UK, 2011, ISBN 9781844078776

Ce livre explique comment les universités peuvent faire apporter une contribution significative en vue d'un avenir plus durable. Il présente une analyse des cursus d'un grand nombre de disciplines, apportant de l'inspiration, des théories, des études de cas, et dessine une feuille de route pour ceux qui ont déjà commencé à développer des programmes en vue du développement durable et pour ceux qui commencent à le faire.



Mobilité étudiante et internationalisation de l'enseignement supérieur : stratégies et politiques nationales de six régions du monde

R. Bhandari, R. Belyavina, R. Gutierrez (Eds.),
Institut International de l'Éducation (IIE),
Etats-Unis, 2011, ISBN 9780872063419

Ce livre examine de manière approfondie les actions entreprises par 17 pays aux niveaux national, institutionnel et universitaire pour attirer plus d'étudiants étrangers et envoyer un plus grand nombre de leurs étudiants à l'étranger. Il bénéficie de l'expertise des membres du Projet Atlas, un projet réunissant des organisations partenaires de pays hôtes et de chercheurs affiliés comprenant l'AIU; ce projet fut développé par l'IIE il y a dix ans, grâce aux subventions de la Fondation Ford. Ross Hudson, Chargé de Programmes à l'AIU est l'auteur du chapitre présentant les principaux résultats de la 3^{ème} étude mondiale de l'AIU.



Globalization and Internationalization in Higher Education: Theoretical, Strategic and Management Perspectives

F.Maringe, N.Foskett (Eds.), Continuum Publishing, UK, 2011, ISBN 9781441132772

Ce recueil d'articles rassemble un grand nombre d'expériences internationales et permet d'explorer les modèles stratégiques et de pratiques émergents dans le domaine de l'internationalisation de l'enseignement supérieur. Ce livre aborde des questions telles : comment les dirigeants universitaires du monde comprennent-ils l'internationalisation? Quels obstacles rencontrent-ils lors de l'internationalisation des universités? et quelles formes de leadership seront nécessaires dans l'avenir en regard des transformations rapides que connaissent les établissements d'enseignement supérieur.

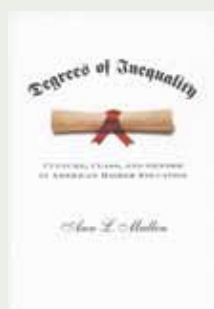


AUTRES PUBLICATIONS REÇUES

Degrees of Inequality: Culture, Class and Gender in American Higher Education

Ann L. Mullen, John Hopkins University Press, 2011, ISBN 080189770

Ce texte, comprenant une étude de deux universités américaines géographiquement proches, a pour objectif de mettre en valeur les procédés sociaux qui génèrent des inégalités dans l'enseignement aux Etats-Unis, expliquant comment les différentes expériences et visions des étudiants de ces deux établissements reflètent comment les dynamiques de leur vie personnelle et de la localisation même de l'établissement s'entrechoquent, révélant un degré de stratification significatif.



The Next 25 Years: Affirmative Action in Higher Education in the United States and South Africa

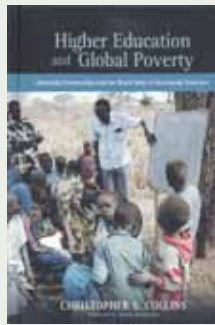
S.L.Featehrman, M.Hall, M.Krislov (Eds.),
University of Michigan Press, USA, 2011,
ISBN 9780472117055

Ce livre réunit les points de vue d'un certain nombre de chercheurs influents, via des essais comparatifs qui font état de la question au sens large et qui aborde la question telle qu'elle se présente plus particulièrement dans deux états, afin de mieux comprendre les dimensions légales, politiques, sociales et morales de la discrimination positive en enseignement supérieur et son rôle dans la contribution à une société juste et équitable.



Higher Education and Global Poverty: University Partnerships and the World Bank in Developing Countries,

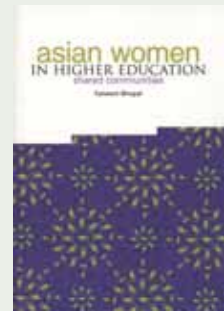
C.S. Collins, Cambria Press, USA, 2011, ISBN 9781604977257



Ce livre présente une analyse critique de l'engagement de la Banque Mondiale dans le développement des universités en Ouganda et en Thaïlande. Il combine des interviews de fond avec des membres du personnel clés de la Banque Mondiale, ainsi que des membres du personnel des gouvernements bénéficiaires et de leurs universités, avec une comparaison des expériences individuelles de chaque pays. Ce livre cherche à mettre en perspective la complexité et les interprétations contradictoires auxquelles le travail de la Banque Mondiale dans le domaine de l'enseignement supérieur est soumis.

Asian Women in Higher Education: shared communities

K.Bhopal, Trentham Books Limited, UK, 2011, ISBN 9781858564692



Ce livre étudie les expériences des femmes asiatiques, étudiantes dans le supérieur et les difficultés qu'elles rencontrent. Il examine les raisons qui les motivent à réussir et décrit leurs stratégies d'élaboration de réseaux de soutien qui les aident à réussir dans le cadre du système universitaire en place et à prendre en main leurs vies. Ce livre explique également les conséquences de la présence des femmes asiatiques dans l'enseignement supérieur sur le rôle traditionnel de la femme, mais aussi sur des pratiques, telles que les mariages arrangés et les dots, et en particulier les conséquences sur la nouvelle prise de pouvoir générée par le changement du statut économique des femmes au sein de la communauté asiatique au Royaume-Uni.

➔ VOUS SOUHAITEZ ACCROITRE VOTRE VISIBILITÉ ET REJOINDRE DES LECTEURS PARTOUT DANS LE MONDE ?

FAITES DE LA PUBLICITÉ DANS AIU HORIZONS !

AIU Horizons, qui compte aujourd'hui plus de 4,000 lecteurs des versions papier et numérique est l'une des publications sur l'enseignement supérieur parmi les plus lues.

AIU Horizons est publié trois fois par an en anglais et en français. Une copie papier en est envoyée systématiquement au Président ou secrétaire général de chaque membre institutionnel ou organisationnel de l'AIU. Par ailleurs le magazine est envoyé à un public plus large et bien ciblé de professionnels de l'enseignement supérieur. Cette liste comprend :

- Les présidents, chanceliers et responsables administratifs d'autres établissements d'enseignement supérieur;
- Des organisations et association multilatérales et internationales, incluant : UNESCO, la Banque mondiale, l'OCDE, etc.;
- Des Associations nationales et internationales d'université – incluant par exemple le South African Regional University Association (SARUA); l'Association des Universités du Commonwealth (ACU); l'Association des Universités et Collèges du Canada (AUCC);
- Ministères, départements et délégations nationaux et gouvernementaux;
- Membres de Conseils d'administration de l'enseignement supérieur et de fondations;
- Organismes media sur l'enseignement supérieur;
- Bibliothèques institutionnelles.

Les leaders de l'enseignement supérieur les décideurs politiques et autres parties prenantes qui consultant et lisent *AIU Horizons* régulièrement ont un large spectre d'intérêts et recherchent des informations provenant de sources différentes sur une grande variété de sujets. En effet, *AIU Horizons* vous offre une opportunité inégalée de faire la promotion de vos publications et service auprès d'un large public composé de leaders éminents en enseignement supérieur.

Faire de la publicité dans *AIU Horizons* vous permet ainsi à votre établissement ou organisation de :

- Etre plus visible au niveau mondial;
- Etablir des relations avec d'autres organisations ou établissements;
- Faire connaître et développer vos programmes;
- Faire connaître et vendre vos publications, produits et services;
- Annoncer vos conférences et autres réunions ouvertes au public;
- Faire connaître les services en technologie de l'information;
- Augmenter le nombre de vos étudiants;
- Recruter du personnel administratif et académique.

Les prix pour la publication d'une annonce démarrent à 570 euros pour 1/3 de page.

POUR PLUS D'INFORMATION, MERCI DE NOUS CONTACTER À : IAU@IAU-AIU.NET



L'AIU RENOUVELLE SON SITE INTERNET :

www.iau-aiu.net/fr

Le 1^{er} juin 2011, l'Association a officiellement lancé son **nouveau site Internet**.

Sa structure et sa présentation ont été complètement revues pour en faire un site plus interactif et offrir plus de services à nos Membres.

Il est possible que vous rencontriez des sections (espace membre ou e-bulletin par exemple) ou des contenus qui ne sont pas encore finalisés ou disponibles car nous y travaillons encore mais l'ensemble prend forme chaque jour un peu plus. La version finale du site sera prête pendant l'été. Entre-temps, nous espérons que vous aimerez sa nouvelle présentation, sa convivialité et que vous n'aurez aucun problème à trouver l'information que vous recherchez sur les services et les activités de l'Association.



2012 est liée à la Conférence générale de l'AIU de 2012 et dont le thème est : l'agenda global de l'enseignement supérieur.

Merci de noter en particulier :

- La nouvelle présentation de l'Association « **A propos de l'AIU** » puis la nouvelle présentation des « **Actions** »
- La **section réservées aux « Événements »** (www.iau-aiu.net/fr/content/evénements) présente les Réunions organisées par l'Association, fournit toute information concernant les Conférences générales de l'AIU, indique quelles Conférences ou autres événements sont sponsorisés par l'AIU et propose un **Calendrier global des événements** est également plus dynamique et vous permet d'avoir un aperçu plus clair des conférences et autres événements d'intérêt global organisé partout à travers le monde. Nous espérons également que la nouvelle formule proposée vous permettra d'éviter des conflits de date.
- la **rubrique « Appels »** est nouvelle et vous y seront désormais identifiés clairement les appels à communications pour nos événements, les bourses, les appels à soumissions pour les prix :
 - ▶ Nous venons de lancer un **appel à communication** pour la Conférence internationale de 2011 qui aura lieu à Nairobi sur le thème de Stratégies pour le renforcement de l'équité en matière d'accès et de succès dans l'enseignement supérieur (voir également page 4 et 5 de ce numéro);
 - ▶ **l'appel complet pour l'édition 2012 du prix AIU/Palgrave de l'essai en politique de l'enseignement supérieur** sera mis en ligne prochainement? L'édition de

- ▶ Y seront également annoncés les **dates limites de participation à des projets** ou encore des annonces de bourses telles celle de la **nouvelle édition LEADHER** qui sera annoncée en septembre, etc.

Vous noterez par ailleurs

- la nouvelle présentation plus dynamique des activités liées aux projets élaborés par l'AIU (en page d'ouverture du site). Cette page est désormais mise à jour chaque semaine en vue de vous tenir mieux informé des actions et résultats de projets menées et réalisés.
- La section **Actualités des Membres** se veut également plus dynamique: visible désormais depuis la page d'ouverture du site elle vous permet d'accéder directement aux informations que les Membres souhaitent porter à l'attention de tous : publications, bourses et subventions, postes, conférences et plus. Nous sollicitons vos contributions régulières à cette section de façon à augmenter la dynamique d'échange entre les Membres de l'Association.

Puisque le site est encore en phase d'élaboration nous vous invitons vivement à nous faire part de vos commentaires et suggestions. Le but en effet étant de vous offrir un site aussi convivial que possible vos réactions nous permettront de l'améliorer afin de mieux répondre à vos attentes.

Contact : iau@iau-aiu.net
 ➔ www.iau-aiu.net/fr



Juillet 2011

04-05	SRHE – New College, Oxford, Royaume-Uni Higher Education as a public good: critical perspectives www.srhe.ac.uk
05-06	The Higher Education Academy – East Midlands Conference Centre, Nottingham, Royaume-Uni Changing Practice- Changing Times www.heacademy.ac.uk/eventsandnetworking/annualconference
12-13	African Brains – Rabat, Maroc Agenda for Investment in Technology and Infrastructure www.africanbrains.net/our-events/

Août 2011

18-19	Tamale, Ghana 2nd Africa Regional Conference on Endogenous Development – Endogenous Knowledge, Education and Research as a Challenge to Higher Education and Development in Africa: theoretical perspectives, pragmatic responses, practical challenges www.authoraid.info/events/aggregator/énd-africa-regional-conference-on-end
28-31	EAIR – Varsovie, Pologne Bridging cultures, promoting diversity: higher education in search of an equilibrium www.eair.nl/forum/warsaw

Septembre 2011

08-09	Université de Bournemouth – Bournemouth, Royaume-Uni 4th International Conference on Education for Sustainable Development and Global Citizenship www.bournemouth.ac.uk
13-16	EAIÉ – Copenhague, Danemark Cooperate, Innovate, Participate www.eaie.org/copenhagen/
13-17	Le Cap, Afrique du sud 14th International Symposium on Electronic Theses and Dissertations http://dl.cs.uct.ac.za/conferences/etd2011

Octobre 2011

11-14	Adelaide Convention Centre, Adelaide, Australie Australian International Education Conference www.aiec.idp.com
12-14	CONAHEC – Benemérita Universidad Autónoma de Puebla, Mexique International Higher Education Collaboration: Empowering Societies in an Era of Transformation http://conahec.org
20-21	ICEUTE – Salamanque, Espagne International Conference on European Transnational Education http://gicap.ubu.es/iceute2011/main/home.shtml

Novembre 2011

02-04	AMPEI – San Luis Potosí, Mexique Conférence annuelle 2011: A New decade: scenarios and trends in international education www.ampei.org.mx
03-04	EADTU – Université Anadolu, Turquie Universities and regional development in an open knowledge society sharing innovation and knowledge in European universities www.eadtu.eu/activities/upcoming-conference.html
03-04	CSSHE – Simon Fraser University's Morris J. Wosk Centre for Dialogue Higher Education, Globalization and Social Justice http://ocs.sfu.ca/leadingchange/index.php/csshe
16-18	EUCEN – Gênes, Italie 42^{ème} Conférence EUCEN: Bridging the Gap between Educational Pathways www.eucen.eu/node/3704



Novembre 2011

17-18	<i>AIU – Nairobi, Kenya</i> Conférence internationale 2011 de l'AIU: Stratégies pour le renforcement de l'équité en matière d'accès et de succès dans l'enseignement supérieur www.iau-aiu.net
18-19	Università degli Studi Guglielmo Marconi – Rome, Italie Guide International Conference 2011: E-learning innovative models for the integration of education, technology and research www.unimarconi.it
20-23	<i>BCEI – Ottawa, Canada</i> Great Expectations: achieving our ambitions in international education www.cbie.ca

Décembre 2011

13-15	<i>USM – Penang, Malaisie</i> 3rd Global Higher Education Forum: Global Higher Education: Reflecting the Past, Designing Sustainable Futures www.ipptn.usm.my
-------	---

Avril 2012

26-28	<i>OUI – Rio de Janeiro, Brésil</i> Conference of the Americas on Internationalization www.oui-iohe.org
-------	--

Juin 2012

05-06	<i>Task Force Earth Summit 2012 – Rio de Janeiro, Brésil</i> World Symposium on Sustainable Development at Universities (WSSD – U) www.haw-hamburg.de/wssd-2012.html
-------	---

Juillet 2012

11-15	<i>Dublin, Irlande</i> EuroScience Open Forum: Where Creativity and Great Science Meet www.dublinscience2012.ie
-------	--

Novembre 2012

12-18	<i>AIU – San Juan, Porto Rico, Etats-Unis</i> 14^{ème} Conférence générale : L'enseignement supérieur et l'agenda mondial www.iau-aiu.net
-------	--

Vos réactions, questions et commentaires sur AIU Horizons sont les bienvenus. Merci de prendre contact avec Dr Hilligje van 't Land, rédactrice en chef de ce magazine, si vous avez des suggestions pour de nouveaux thèmes ou des informations importantes à transmettre concernant des événements que vous souhaiteriez voir paraître dans ces pages.



ASSOCIATION INTERNATIONALE DES UNIVERSITÉS (AIU) – BUREAU INTERNATIONAL DES UNIVERSITÉS. AU SERVICE DES MEMBRES INSTITUTIONNELS ET ORGANISATIONNELS ET LA COMMUNAUTÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DANS SON ENSEMBLE, L'AIU OFFRE UN FORUM DESTINÉ À CRÉER UNE COMMUNAUTÉ MONDIALE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. ELLE VISE À PROMOUVOIR L'ÉCHANGE D'INFORMATIONS, D'EXPÉRIENCES ET D'IDÉES, TOUT EN CONTRIBUANT PAR LA RECHERCHE, PAR LES PUBLICATIONS ET LES RÉUNIONS À FAIRE PROGRESSER LE DÉBAT SUR LA POLITIQUE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

AIU HORIZONS: Eva Egron-Polak, Secrétaire-générale et Directrice exécutive /// Rédactrice en chef AIU Horizons: Hilligje van't Land, dr. ès Lettres, Directrice, Adhésions et développement des programmes, AIU Horizons /// Assistant de rédaction: Ross Hudson, Chargé de programmes /// Rédacteurs invités du dossier thématique: I. Turmaine & N. Kymlicka.

Traductions vers le français: François Agati /// Imprimeur: SEP, Nîmes, France /// Graphisme: Maro Haas
N°ISSN: 2076-3654

AIU, Maison de l'UNESCO, 1, rue Miollis – F-75732, Paris cedex 15 – France

Tel : + 33 1 45 68 48 00 – Fax : + 33 1 47 34 76 05

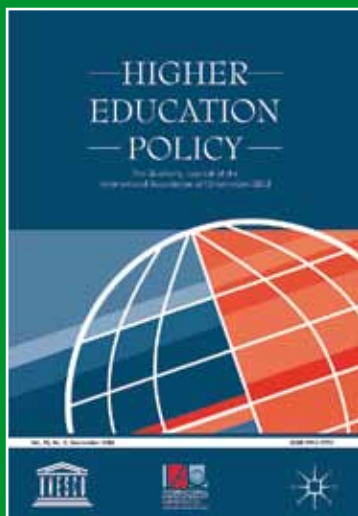
Adresses électroniques : iau@iau-aiu.net – Site Internet : www.iau-aiu.net/fre

AIU Horizons est également disponible en ligne : www.iau-aiu.net/association/fre/a_newsletter.html (en formats PDF et WORD)

Ce document est imprimé sur un papier 100% recyclé certifié par les labels Blaue Engel, Nordic Ecolabel et Ecolabel européen.



Des ressources inégalables sur l'enseignement supérieur dans le monde



Higher Education Policy

La revue trimestrielle de l'Association internationale des Universités (AIU)
Rédacteur en chef : Jeroen Huisman, Université de Bath, Royaume-Uni

La revue scientifique de l'AIU, Higher Education Policy, réunit des articles sur des domaines pointus de l'enseignement supérieur ; elle est destinée aux responsables, enseignants, chercheurs et administrateurs de l'enseignement supérieur.

4 numéros par an

Volume 24, 2011

N° ISSN : 0952-8733

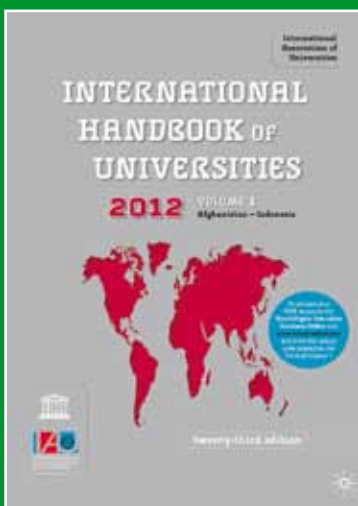
N° ISSN en ligne : 1740-3863

www.palgrave-journals.com/hep/

Recommandez Higher Education Policy à votre bibliothèque qui pourra ainsi offrir à tous vos collègues et

aux étudiants un accès en ligne direct à toutes ses données.

Plus d'informations à : www.natue.com/pal/librec/svc/request/makeProdRequest?id=hep



The International Handbook of Universities 2012

23ème édition, 3 volumes

Association internationale des Universités

Le guide le plus complet sur les établissements d'enseignement supérieur dans le monde, qui offre des informations actualisées et détaillées sur plus de 15 000 établissements dans 183 pays. Une publication de référence unique et fiable sur l'enseignement supérieur dans le monde.

Septembre 2011 5224pp

Edition reliée £390.00 978-0-230-22347-9

Accès mono-utilisateur à la base de données en ligne World Higher Education Database à www.whed-online.com, jusqu'en août 2012.

Les membres de l'AIU bénéficient d'une réduction de 50%. Pour plus d'informations ou pour commander le Handbook : orders@palgrave.com ou www.palgrave.com/reference.
Merci d'indiquer si vous êtes Membre de l'AIU au moment de passer votre commande.



The World Higher Education Database 2011 CD ROM (Accès mono ou pluri-utilisateur(s))

Le monde de l'enseignement supérieur à votre portée

La World Higher Education Database (WHED) est l'outil de référence le plus exhaustif, le plus actualisé et le mieux informé sur les établissements d'enseignement supérieur dans le monde. Cette base de données aux fonctions de recherche multiples rassemble des informations sur les établissements d'enseignement supérieur de plus de 180 pays.

Les membres de l'AIU bénéficient d'un exemplaire gratuit du CD-ROM.

La World Higher Education Database est également disponible en ligne.

Pour plus d'informations ou pour commander le CD-ROM : onlinesales@palgrave.com ou www.whed-online.com



Est également disponible :

The Grants Register 2012

Le guide le plus complet sur les bourses de troisième cycle et les financements professionnels dans le monde

Juillet 2011

1136pp

297 x 210 mm

Edition reliée

£220.00

978-0-230-24801-4

Pour commander, contactez : orders@palgrave.com

www.palgrave.com